

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1627 - 17 septembre 1999 - prix : 9F

Michelin, Epéda...

**Les patrons licencient
et Jospin s'incline**

POUR NE PAS SUBIR

LA DICTATURE

DES LICENCIERS,

REQUISITIONNONS

LES PROFITS

M 6189 - 1627 - 9,00 F



SOMMAIRE

Politiciens

- 4 - Jospin sur son nuage
- Retraites : nouvelles attaques programmées

PCF

- 5 - Le discours de Robert Hue à la Fête de l'Humain

Tribune

- 6 - Timor-Oriental : un massacre planifié

Leur société

- 6 - La politique fiscale du gouvernement
- 7 - La fusion Elf-Total
- Carrefour-Promodès
- Les stocks-options

Dans le monde

- 8 - Timor : l'impérialisme a armé les massacreurs
- 9 - Russie : 250 tués en 4 attentats
- 16 - Epidémie dramatique de sida en Afrique
- Manifestation en solidarité avec Mumia Abu-Jamal
- Dans les entreprises**
- 10/11 - Michelin (Clermont-Ferrand et Cholet) : les réactions face aux licenciements
- Cerplex - Neuville-en-Ferrain (Nord) : toujours en grève
- 12 - L'application de la loi Aubry dans les entreprises
- Citroën - Saint-Ouen (93) : on est saturés!
- Dans le champagne, la coupe était pleine
- 13 - La Poste - Paris Clignancourt : grève contre le manque de personnel
- La Poste - Centre de tri de Bordeaux : les postiers résistent
- Rochemont - Romans (Drôme) : le patron recule
- 14 - Thomson CSF - TSI Toulouse : silence, on supprime des emplois
- Caisse d'allocations familiales (région parisienne)
- 15 - Hôpitaux de Marseille : les urgences en grève
- Cartonnerie Allard - Compiègne (Oise)

Flexibilité, souplesse...

LA GABEGIE CAPITALISTE

Des économistes s'interrogent doctement sur l'efficacité, au plan économique, de la généralisation de la flexibilité dans les entreprises. Au point que le supplément « Economie » du *Monde* daté du 7 septembre y a consacré trois de ses pages.

On y apprend, mais ça n'est pas une révélation, que la « flexibilité » - vocable, paraît-il, emprunté à l'anglais, les officiels français lui préférant celui de souplesse, qui leur semble plus élégant - augmente régulièrement en Europe.

D'après les statistiques officielles, le travail à temps partiel est passé de 14% en 1990 à 17% en 1997 et concerne 30% des femmes. Et de moins en moins nom-

breux sont ceux qui ont choisi ces emplois à temps partiel, avec un salaire lui aussi partiel, faute d'avoir trouvé une embauche à temps complet. Par ailleurs, conséquence d'une même logique, le nombre d'embauches en contrat à durée déterminée (CDD) représente 12% des contrats de travail... Plus d'un salaire sur dix!

Ainsi en France désormais, huit embauches sur dix se font sous forme de contrat précaire. Voilà, entre autres éléments, de quoi relativiser les chiffres dont se gargarise le gouvernement concernant la reprise de l'emploi.

Par delà ces données, les spécialistes constatent que les effets de la flexibilité ne seraient pas toujours si bénéfiques qu'on nous le dit - ce « on » englobant les tenants

de la déréglementation et du libéralisme.

Ainsi les travailleurs en situation précaire achèteraient moins, en particulier à crédit, à la fois à cause du caractère aléatoire de leurs revenus et du fait que les sociétés de crédit exigent des garanties que ces travailleurs ne peuvent pas fournir. Du coup, cette situation se traduit par des effets négatifs sur la consommation, concluent nos experts.

Belle découverte! Si les salariés ont des revenus moins stables, voire pas de revenus du tout, en dehors de ces misérables prestations sociales qui sont les seuls moyens d'achat que des centaines de milliers d'hommes et de femmes perçoivent aujourd'hui, les marchandises trouvent moins d'acheteurs. La conclusion qui vient

à l'esprit, c'est que les capitalistes seraient d'invétérés irresponsables, non seulement socialement, mais par rapport à leurs propres intérêts. C'est bien évident et d'ailleurs cela fait, au bas mot, cent cinquante ans que Marx et les marxistes en ont fait la démonstration. Mais cela n'amène pas ces capitalistes à plus de sagesse. Le voudraient-ils d'ailleurs qu'ils ne le pourraient pas.

Car la logique - si l'on peut dire - de leur économie suppose qu'ils agissent chacun pour soi, dans une compétition qui n'a pas pour souci de préserver l'avenir, même pas forcément le leur, mais d'amasser le profit maximum au plus vite.

Après eux le déluge, telle est leur devise. Au risque d'un naufrage général.

J.-P.V.

MIRACLE NON HOMOLOGUÉ

Après la destruction « malencontreuse » à Marseille de quelques tonnes de documents destinés à un procès contre l'Eglise de scientologie, Elisabeth Guigou a déclaré que la question se posait de savoir si « certains services de l'Etat ne sont pas investis par des organisations sectaires ». Il y a un an, un dossier semblable avait déjà subi le même sort à Paris.

La question mérite sans doute d'être posée, quoiqu'après tout la destruction à la chaîne de dossiers puisse passer pour un miracle tout aussi vraisemblable que la multiplication des pains et autres histoires de personnage

marchant sur l'eau, pour lesquels certains membres du gouvernement affichent le plus profond respect.

Et, infiltration des services de l'Etat pour infiltration, que dire d'un député qui a péroré pendant des heures contre le PACS en brandissant un missel, de ces médecins qui peuvent dans les hôpitaux publics militer activement contre l'IVG au nom de leurs croyances réactionnaires... ou même de gouvernements qui trouvent normal de subventionner des écoles privées où l'on bourre le crâne des jeunes de tout un fatras de somnolences religieuses?

D. M.

Ventes d'armes AFFAIRES ET DISCRÉTION

La France a-t-elle été en 1998 le second exportateur d'armes au monde, juste derrière les Etats-Unis, comme le rapporte un institut américain qui fait paraître l'autorité en la matière? Ou bien n'a-t-elle été que le troisième exportateur derrière les Etats-Unis et la Grande-Bretagne comme tempèrent les estimations du journal *Le Monde*? Peu importe finalement. Ce qui est sûr par contre c'est que les industriels

français de l'armement ont engrangé près de 50 milliards de francs en vendant leurs engins de mort, sans compter ce qu'ont pu leur rapporter toutes les armes vendues à leur propre Etat.

Finalement on a les succès que l'on mérite. Mais n'aurait-il pas mieux valu que la France dirigée par un gouvernement qui se dit socialiste se distingue plutôt par le nombre de logements, d'hôpitaux, d'écoles construits?

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « *Lutte Ouvrière* » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
	1 an	6 mois	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	600 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLÉMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Pour ne pas subir la dictature des licenciés

RÉQUISITIONNONS LES PROFITS !

■ Edouard Michelin a donc pris la scandaleuse décision de supprimer 7 500 postes dans ses différentes usines, soit 10 % des effectifs totaux, alors que son entreprise a fait des milliards de bénéfice rien qu'au premier semestre 1999.

Il y a 10 ou 15 ans, on nous disait que les travailleurs devaient se sacrifier car les entreprises arrivaient à peine à survivre. Aujourd'hui ce ne sont que communiqués annonçant des bénéfices en augmentation d'une année sur l'autre, voire d'un trimestre sur l'autre, et des envolées à la Bourse du prix des actions industrielles et commerciales.

On nous dit que tout cela est une aberration du capitalisme, une forme inhumaine mais récente. Ce ne serait plus le bon capitalisme, le capitalisme libéral d'antan, mais le capitalisme ultra-libéral et sauvage. Ce ne serait plus le capitalisme familial, mais le capitalisme des actionnaires (pour tant là, il s'agit bien de la famille Michelin comme ailleurs de la famille Peugeot, de la famille Pierre Fabre ou de la famille Bouygues, etc.). Ce ne serait plus le capitalisme hexagonal mais la mondialisation et, aujourd'hui, tout serait de la faute de ces capitaux fluctuants qui achètent celles des actions qui assurent des profits immédiats et revendent les autres au plus vite.

On accuse en particulier les fonds de pension américains où les cadres

salariés américains cotisent toute leur vie pour bénéficier d'une retraite l'âge venu. Et l'on nous dit que « les retraités américains » veulent le plus d'argent possible. Comme si ces fonds étaient gérés par les retraités eux-mêmes et non par d'énormes banques ou compagnies d'assurances !

Et certains vont même jusqu'à nous dire, comme Chirac et sans doute bientôt Jospin, que ce qu'il faut c'est faire aussi des fonds de pension en France. C'est-à-dire augmenter ces capitaux qui iront alimenter encore plus la spéculation boursière et permettront à des Michelin de dire « c'est le marché qui m'oblige à licencier ». Autrement dit on nous propose d'éteindre un incendie avec de l'essence.

La décision de Michelin a cependant provoqué un plus grand scandale que bien d'autres qui l'avaient précédée, sauf peut-être la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde.

Alors Jospin se dit préoccupé et Robert Hue retrouve des accents combattifs dont la fête de *L'Humanité* n'avait pas résonné depuis bien longtemps. Robert Hue propose un « moratoire » avant tout licenciement et de supprimer les subventions aux entreprises qui n'embauchent pas. Mais est-ce qu'un moratoire signifie qu'on attendra quelques semaines avant de procéder aux licenciements, mais qu'on les fera quand même ? Évidemment, car ni Robert Hue ni le

gouvernement ne se donnent les moyens de s'opposer aux ukases des grands capitalistes. Quand les capitalistes réduisent à la misère des milliers de familles, c'est la démocratie. Quand on revendique que la population ait un droit de regard sur la comptabilité des grandes entreprises afin de ne pas les laisser libres de disposer sans contrôle de leurs bénéfices, ce serait de la dictature. C'est le monde à l'envers, la dictature du capitalisme serait, selon ces gens-là, la liberté... mais le contrôle démocratique de la population sur leurs agissements serait la dictature !

Le PCF propose à tous les partis de gauche une manifestation contre le chômage. Lutte Ouvrière y participera en espérant que ce sera aussi contre les licenciements et pour le contrôle sur les finances des grandes entreprises.

Il est évident qu'une telle manifestation nationale, accompagnée d'une grève générale nationale, de 24 heures, serait un premier pas pour engager une contre-offensive des travailleurs contre les dictats du patronat.

Ce serait un premier pas pour redonner confiance aux travailleurs dans leur force et dans leurs luttes. On verrait alors les Michelin, les Seillière, les Peugeot et autres dictateurs de la finance, bien forcés de se montrer un peu plus ouverts aux revendications des travailleurs.

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

RENNES

Samedi 25 septembre
de 15 heures à 24 heures
Centre social Carrefour 18 -
7, rue d'Espagne
ZUP Sud

ORLEANS

Samedi 25 septembre
à partir de 15 heures
Salle des fêtes
de SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE
31, rue Bernard Millon

MULHOUSE

Samedi 25 septembre
à partir de 15 heures
Salle des fêtes
de KINGERSHEIM

TOULOUSE

du samedi 25 septembre
à 18 heures au dimanche
26 septembre à 20 heures
Parc de la Mounède
(route de Saint-Simon)

LYON

Samedi 25 septembre à partir
de 18 heures
Dimanche 26 septembre
de 12 heures à 19 heures
Hall des fêtes
de SAINT-FONS

TOURS

Samedi 2 octobre
de 14 h 30 à 24 heures
Salle de la Pléiade
à LA RICHE

Jospin est-il bien Premier ministre, c'est-à-dire en principe titulaire du poste duquel on gouverne le pays ? Il y avait de quoi en douter à le voir et à écouter ses étranges explications données au journal du soir de France 2 lundi 13 septembre.

Il paraît que, dans la foule des déclarations triomphalistes des dirigeants du PS sur « la baisse du chômage », Jospin allait annoncer la « deuxième étape » de l'action de son gouvernement. Mais entre-temps était tombée l'annonce des licenciements chez Michelin, et il faut croire que dans cette « seconde étape » pas plus que dans la première, Jospin n'avait prévu quoi que ce soit pour contrer ces décisions de droit divin patronal qui se renouvellent pourtant avec régularité et au mépris total des déclarations gouvernementales sur la « baisse du chômage ».

Alors on a vu ce Premier ministre expliquer que bien sûr, la décision de Michelin est « choquante », mais surtout « parce que les salariés n'ont pas été informés comme ils auraient dû l'être » et parce qu'elle a été annoncée « devant une assemblée d'analystes financiers ». Voilà Jospin qui découvre soudainement ce qui se passe à peu près tous les jours, c'est-à-dire que les patrons annoncent des licenciements aux financiers juste-

ment parce que c'est ce qui peut faire monter leurs actions à la Bourse ! Et voilà aussi qu'il annonce du même coup que le gouvernement ne peut pas tout : « Les salariés existent, il y a des syndicats, une mobilisation qui peut se mener », à eux de se débrouiller en somme.

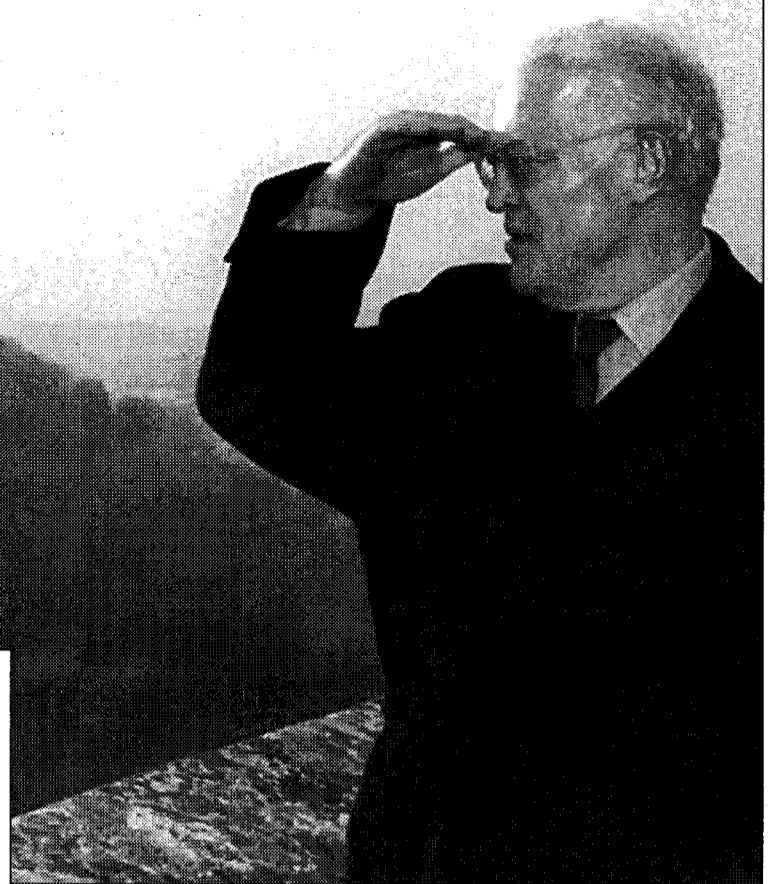
Et le gouvernement, dont le chef s'avoue ainsi « choqué », agira-t-il face au droit divin des patrons ? Vous n'y pensez pas, car Jospin « ne croit pas que l'on puisse administrer l'économie ». Même la promesse pourtant bien timide, faite avant les législatives de 1997, de rétablir l'autorisation administrative de licenciement, est définitivement passée à la trappe. Quant aux projets de Martine Aubry de taxer les patrons recourant abusivement au travail précaire, ils sont régulièrement évoqués mais on a appris de Jospin que sur cette « question importante », le gouvernement allait encore travailler « dans les années qui viennent » !

Jospin, on le sait, estime avoir du temps devant lui. Les licenciés, les chômeurs, les

JOSPIN SUR SON NUAGE

travailleurs réduits à la précarité, sont donc priés d'attendre que le gouvernement ait bien pris son temps pour envisager... de réfléchir à l'éventualité d'étudier la possibilité de voir s'il est bien raisonnable de faire un tout petit déplaisir aux patrons. Comme si les patrons, eux, attendaient pour licencier et pour mettre en crise des régions entières par leurs décisions arbitraires !

Alors Jospin, quoique « choqué », nous dit qu'il ne peut rien. Il viendra peut-être même nous dire demain que si les licenciements passent chez Michelin, ce sera parce que les travailleurs ne se seront pas assez mobilisés. Et s'ils se mobilisent ? De quel côté sera le gouvernement, ou simple-



ment par exemple la police à laquelle, que l'on sache, celui-ci commande ? On ne sait pas, mais on sait au moins qu'ils auront droit à des considérations philosophiques du Premier ministre ; comme José Bové, le dirigeant de la Confédération paysanne. On sait maintenant que Jospin aime bien ce genre de « personnalités qui émergent » d'un peuple qui a gardé « des origines gauloises », « avec sa radicalité ». Ça console, non, quand on vient de faire un

séjour en prison pour avoir manifesté devant un Mac Donald's ?

Eh oui, tout ça plaît à Jospin. Un peu comme un entomologiste qui aime bien les papillons avec de jolies couleurs, il aime bien regarder de sa fenêtre la « radicalité » qui peut naître contre la société qu'il dirige. Mais surtout pas pour en faire preuve, en tant que Premier ministre, contre ces patrons qui dictent leur loi.

André FRY

Retraites

DE NOUVELLES ATTAQUES PROGRAMMÉES

Mise quelque peu en sourdine durant les élections européennes, la question des retraites resurgit de temps à autre. Ainsi Chirac y a été de son petit caillou dans la mare. La France aurait, selon lui, « la triste particularité de cumuler l'un des taux d'activité des salariés âgés les plus faibles des pays industrialisés ». Chirac omet tout simplement d'évoquer le fait que le patronat n'a cessé d'éjecter des entreprises des travailleurs trop âgés à son goût, donc moins exploitables, pour les remplacer par des plus jeunes en moins grand nombre et moins payés, mais plus dispos et donc plus rentables à ses yeux.

Chirac souhaiterait, en fait, comme tous les partisans du recul de l'âge de la retraite, que les travailleurs ne puissent accéder à la retraite à taux plein que le plus tard possible. C'est-à-dire en fait pour nombre d'entre

eux, exclus de la production à 60 ans, 50 ans, voire moins, cela signifie qu'ils n'auront qu'une retraite amputée.

Pourtant, la productivité du travail permettrait depuis longtemps d'augmenter considérablement les revenus des actifs comme des retraités, permettrait la diminution du temps de travail aussi bien hebdomadaire que durant toute une vie, tout en satisfaisant pleinement aux besoins de la collectivité. Mais c'est bien le cadet des soucis de Chirac et consorts.

Se déclarant favorable à « l'allongement de la vie active », Chirac s'affirme également partisan de l'épargne-retraite, c'est-à-dire des fonds de pension habillés à la française. C'est là une autre façon de ponctionner davantage les salariés, et du même coup de procurer des capitaux considérables aux banques et aux institutions financières, sans que rien ne

garantisse à la minorité la plus aisée des salariés, qui auraient les moyens de souscrire à ce système, de disposer en fin de compte d'une retraite complémentaire correspondant à leurs versements. Car ces capitaux, utilisés dans des opérations spéculatives, peuvent tout autant fructifier que se volatiliser dans des spéculations douteuses.

Les déclarations de Chirac s'inscrivent, par ailleurs, dans une opération politicienne et électoraliste qui vise à coincer Jospin, en lui reprochant de ne pas aller assez vite dans la mise en œuvre de ces fonds de pension auxquels Strauss-Kahn et lui-même se sont déclarés favorables. Jospin réplique qu'il ira à son rythme, mais sans contester l'orientation. C'est qu'il n'est sans doute pas pressé d'affronter une réaction des travailleurs, du type de celle provoquée par Juppé en décembre

1995. Entre Chirac et Jospin, c'est un petit jeu pour savoir qui s'y collera pour mettre en œuvre ce sale boulot.

Mais pour les travailleurs, il y a la menace de devoir cotiser davantage, plus longtemps, pour une retraite diminuée et aléatoire.

Pourtant, les moyens existent qui permettraient aux salariés, après une vie d'exploitation, d'accéder à une retraite méritée, sans régression de leurs conditions d'existence. Il suffirait de commencer par supprimer le chômage, en instaurant le plein emploi pour tous. Cela accroîtrait le nombre de cotisants ; en augmentant les salaires, et du coup le volume des cotisations. Et puis surtout, il suffirait de s'en prendre aux profits des capitalistes qui s'accumulent dans les circuits de la spéculation sans avantage pour personne... sauf pour eux !

La prochaine
réunion du
**Cercle
Léon Trotsky**

aura pour thème :

**LES INTELLECTUELS
LA SOCIÉTÉ
ET LA RÉVOLUTION**

**Vendredi
1^{er} octobre
à 20 h 30**

Métro :
Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

Robert Hue parle de « réformes radicales »

OUI, IL EST PLUS QUE TEMPS D'IMPOSER LA VOLONTÉ DES TRAVAILLEURS!

Cette fois, le discours central de la fête de *L'Humanité*, le 12 septembre, tranchait quelque peu avec celui que les dirigeants du PCF tenaient ces derniers mois. Il était moins laudatif à l'égard de l'action gouvernementale, plus discret sur le nombre de mesures gouvernementales dont on reconnaissait « l'apport communiste », pour reprendre les termes qu'avait utilisés Nicole Borvo, dans son discours de la fête de l'an passé. Certes Hue ne manqua pas de rappeler qu'il fallait apprécier « ce qui peut être positif dans tel ou tel domaine de l'action du gouvernement de gauche et ne pas boudier son plaisir lorsque les ministres communistes font la preuve de leur efficacité », tout en se gardant de préciser à quoi il faisait allusion. Mais, haussant le ton, il a enchaîné : « Cela ne saurait conduire à être aveugle à ce qui se fait et sourd aux attentes fortes et pressantes qui s'expriment ; » car, dit-il, « rien ne pourra empêcher de dire haut et clair que l'on ne peut continuer à différer les réformes radicales nécessaires pour répondre vraiment et durablement à ces attentes ». Il proposa donc « d'imposer un moratoire sur tous les plans de licenciements »... « de donner aux salariés et à leurs organisations représentatives des droits nouveaux d'intervention dans la gestion des entreprises afin qu'ils puissent s'assurer que l'argent créé par leur travail soit investi non pas contre mais pour l'emploi et la formation »... « d'en finir avec le scandale des fonds publics pour l'emploi donnés aux entreprises, soit directement, soit sous forme d'exonérations diverses, et dont on ne contrôle pas l'utilisation »... « Demandons, exigeons » s'exclama-t-il, « que soit créée une commission nationale de contrôle de l'utilisation des fonds publics pour l'emploi ».

Ces propositions ne sont pas entièrement nouvelles. Déjà l'an passé, le PCF faisait signer une pétition, appuyée par une campagne d'affiches, exigeant que l'on instaure un moratoire sur les licenciements, pétitions et revendications dont on n'avait plus entendu parler. Déjà le PCF parlait d'instaurer le contrôle de l'utilisation des fonds publics. C'était il est vrai, avant la campagne des législatives, et la mise en place du gouvernement de la gauche plurielle qui a suivi. Comme quoi, il ne suffit pas de dire !

Et puis, si ces propositions ont le mérite de mettre le doigt sur des questions qui, pour reprendre les propos de Hue, correspondent à



En effet, il faut combattre la politique gouvernementale!

« des attentes fortes et pressantes », elles ne vont pas au fond des choses. Un moratoire sur les licenciements, cela signifie que l'on demande au gouvernement d'agir pour faire différer ces plans. Pour quoi faire? Pour se donner le temps d'en négocier les termes? Ça n'est pas une mesure propre à mettre un coup d'arrêt à l'offensive permanente et générale du patronat ni même à se donner le temps de préparer la riposte. Pourquoi ne pas proposer carrément l'interdiction des licenciements, à commencer par les entreprises qui licencient tout en faisant et en déclarant cyniquement des profits?

Imposer le contrôle de l'utilisation des fonds publics de la part du patronat empêche par centaines de milliards, et cela depuis des années – on lui promet d'autres milliards par le biais de la loi Aubry sur les 35 heures – c'est une exigence plus que légitime. Mais une commission nationale – composée par qui? par des députés de tous bords, paritaire, par des partenaires sociaux? – ne répondrait nullement à une telle exigence. Là encore, pourquoi ne pas proposer d'aller au fond des choses, en imposant la levée du secret bancaire et commercial qui permet de camoufler les magouilles du patronat, en mettant en place le contrôle des comptes des grands patrons et des gros actionnaires des grosses sociétés, non pas par une commission, mais par les travailleurs, les consommateurs, les usagers et leurs représentants? Réformes radicales pour réformes radicales, pourquoi ne pas proposer de donner au monde du travail et à la population laborieuse les moyens de ne plus laisser les mains libres

aux capitalistes?

Pour ce faire, les discours les plus radicaux ne sont que des alibis s'ils ne se traduisent pas en action. Les spécialistes du verbe sont légion, et capables de tout dire, surtout lorsqu'ils ne sont plus aux affaires. A preuve les déclarations de Jack Lang, qui, à l'annonce des licenciements chez Michelin, a déclaré : « Face à cette vague de licenciements, nous ne pouvons

nous contenter de propositions indignées, le moment des actes concrets est venu ». Oui, le moment des actes concrets est venu. Il y a même bien longtemps qu'il est à l'ordre du jour. Bien avant que le pitre Jack Lang ne feigne de s'indigner, histoire de taquiner ses « amis » du PS du gouvernement, alors qu'il en a été laissé à l'écart.

Oui, la question de la riposte se pose mais quelle riposte? Hue a

lancé un appel solennel « à toutes les forces de gauche, à toutes les forces sociales qui veulent agir ensemble contre le chômage, pour le plein emploi ». Il est plus qu'urgent d'agir. Et pas seulement contre le chômage, mais surtout contre ceux qui l'alimentent en multipliant les plans de licenciements, ces hommes du patronat à qui on laisse les mains libres, quand on ne les encourage pas en se faisant le partisan des opérations boursières de grande envergure, tel que le fait par exemple Strauss-Kahn.

Si une telle manifestation devait rester sans lendemain, si elle n'était qu'une manœuvre destinée, de la part des dirigeants du PCF, à répondre « aux attentes fortes » de ses militants afin de les reprendre en main, en donnant le change, ce ne serait pas le point de départ d'une riposte qu'on est en droit d'attendre et que la situation exige impérieusement. Il faut souhaiter et tout faire pour que cette manifestation ne soit pas sans lendemain, un baroud d'honneur, comme cela a été trop souvent le cas dans le passé, et soit l'amorce d'une riposte qui, pour imposer la volonté des travailleurs au patronat, pour mettre un coup d'arrêt à ses mauvais coups, aille en s'amplifiant, dans la rue, mais en même temps dans les entreprises. Car les problèmes sont des problèmes généraux, qui touchent la classe ouvrière dans son ensemble.

Jean-Pierre VIAL

LA LUTTE DE CLASSE N'EST PAS ENTERRÉE

A la fête de *L'Humanité*, les invitations faites par la direction du PCF à Serge Dassault et à un général, qui est, paraît-il, quelque chose d'important dans l'état-major, à participer à un débat sur l'avenir de l'aéronautique française, ont fait flop, les invités en question ayant déclaré forfait. En revanche, le représentant du Medef, un dénommé Boisson, et un membre du cabinet d'Aubry, la ministre du Travail, tous deux invités au stand de *L'Hebdo* à « dialoguer » sur les 35 heures avec Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT, ne se sont pas récusés.

Aussi, quelques militants de la CGT ont saisi l'occasion pour interpeller l'un et l'autre : la réduction du temps de travail se limite à un effet d'affichage, tandis que la flexibilité des horaires en fonction des besoins patronaux est bien réelle ; par un accord signé qui concerne une partie du secteur social, le temps d'astreinte étant décompté du temps de tra-

vail dans un accord concernant une partie du secteur social, les 35 heures se traduisent par un allongement de la durée du travail ; quand un patron ne voudra pas appliquer les 35 heures prévues dans la loi, il pourra le faire aisément... Nombreux furent les griefs exprimés par les travailleurs présents. Et quand le membre du cabinet d'Aubry dut s'excuser de ne pas avoir répondu à tous les courriers individuels tellement ils étaient nombreux, il lui fut rétorqué que le ministère n'avait qu'à embaucher...

Quant à Maryse Dumas, tout en s'appuyant sur les interventions de la salle contre le patronat, elle se refusa à mettre en cause la deuxième loi Aubry, sous prétexte que celle-ci n'est qu'un projet. Elle appela à une journée d'action « pour que la loi sur les 35 heures aille dans le sens que nous voulons » et « pour que le Medef ne soit pas en tête-à-tête avec le gouvernement ». La responsable CGT oubliait volon-

tairement le fait que, depuis le début de la discussion sur la loi Aubry, le patronat et le gouvernement sont cul et chemise pour imposer la flexibilité et accorder de nouvelles subventions aux patrons sous prétexte de 35 heures.

Pendant, son ton combatif contre le patronat avait impressionné la salle. Il faudra attendre le soir, sur TF1, pour découvrir qu'en coulisse, juste avant le débat, la secrétaire confédérale avait trinqué au champagne avec le représentant du Medef, elle « à la santé de la réduction du temps de travail et à l'embauche », lui à celle « des entreprises françaises pour qu'elles gagnent des parts de marché sur les concurrents étrangers ». Le représentant du Medef avait le rire un peu crispé. Peut-être était-il conscient qu'il ne suffit pas de boire avec des dirigeants syndicaux pour faire passer des mauvais coups en douce.

Jean SANDAY

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

TIMOR ORIENTAL : UN MASSACRE PLANIFIÉ

Plus d'une semaine après la proclamation du résultat du référendum sur l'indépendance du Timor Oriental, Habibie le successeur de Suharto et actuel dirigeant de l'Etat indonésien, a annoncé qu'il acceptait l'intervention de forces de l'ONU.

Des « casques bleus » finiront sans doute par débarquer à Timor Est. Le pouvoir indonésien, après d'autres discussions et marchandages encore à venir, fera cette concession aux grandes puissances, pour les aider à entretenir l'illusion qu'elles ont quand même volé au secours du peuple timorais, même si c'est après lui avoir laissé subir un nouveau terrible bain de sang. Car l'action des milices anti-indépendantistes, armées et encadrées par l'armée indonésienne, a fait son œuvre : des dizaines de milliers de morts, Dili la capitale ravagée, 200 000 personnes ont été évacuées de force au Timor Ouest, des dizaines de milliers d'autres errent dans les montagnes sans abri et sans nourriture.

La presse dévoile aujourd'hui des preuves de ce qui semblait évident : à savoir que tout cela avait été systématiquement préparé en même temps que le référendum, et que l'ONU en avait été clairement avisée.

Quoi qu'il en soit dorénavant du débarquement de forces de l'ONU à Timor Est, le pouvoir indonésien aura accompli l'essentiel de la démonstration qu'il voulait faire : ceux qui veulent lui échapper auront un terrible prix à payer. Et il l'a faite avec l'aide des grandes puissances impérialistes, car elles ont tenu les mains des victimes face à leur bourreau. Elles les ont précipitées dans ce piège sanglant du référendum en toute connaissance de cause, et les ont laissées ensuite sans protection. Ce qu'on nous explique pudiquement dans les médias en prétendant qu'elles ont parié sur le fait que « le pire n'est pas toujours fatal ».

En réalité ces grandes puissances, Etats-Unis en tête, n'ont que faire du droit des peuples et de la démocratie en général.

Ce n'est pas d'hier qu'elles ont couvert l'oppression des Timorais par le pouvoir indonésien. Cela fait un quart de siècle que ça dure, depuis que le Portugal a évacué son ancienne colonie en 1975 et que celle-ci a été envahie par l'armée indonésienne. Alors qu'un quart de la population a été massacrée, les grandes puissances se sont contentées de quelques protestations purement verbales. Par la suite, c'est avec la bénédiction de ces mêmes grandes puissances qu'un accord a été signé entre l'Australie et l'Indonésie pour l'exploitation du pétrole timorais, accord par lequel l'annexion du pays par l'Indonésie est reconnu de facto.

A la faveur de la crise asiatique qui a frappé durement l'Indonésie, le régime en place a été affaibli. A sa tête, Suharto a été remplacé par un de ses hommes, Habibie. Mais sans que le pouvoir réel, exercé par l'armée, relayée par des milices, n'ait en rien disparu.

Ce pouvoir qui s'est constitué sur le massacre de 500 000 communistes indonésiens en 1965 et qui depuis a fait régner la terreur contre tous ses opposants, a toujours été choyé par les puissances impérialistes. C'est à lui qu'ont eu à faire face l'année dernière les étudiants les travailleurs et les pauvres qui ont manifesté contre la dictature. La déstabilisation du pouvoir s'est également traduite par des espoirs parmi les différentes nationalités opprimées de l'archipel indonésien. Le nouveau massacre des Timorais aura servi aux dirigeants de Djakarta comme moyen d'adresser un avertissement aux indépendantistes qui ont développé ces dernières années des organisations et des guérillas dans d'autres régions comme dans l'Irian Jaya, l'Aceh, les Moluques...

Il est certain qu'une lutte des travailleurs et des étudiants contre la dictature, alliée à celle des nationalités opprimées, présenterait un formidable potentiel révolutionnaire en Indonésie.

Pour ses intérêts économiques, pétroliers en particulier, mais aussi pour des raisons stratégiques plus générales, les puissances impérialistes, inquiètes de la déstabilisation du régime indonésien, ont fait pression sur celui-ci pour l'organisation du référendum sur l'indépendance au Timor Oriental, comme elles ont fait pression pour qu'un ravalement de façade et des élections le rendent plus présentable. Mais seul compte finalement pour l'impérialisme la survie d'un Etat garantissant ses intérêts, et il n'est pas regardant sur les moyens à employer.

C'est pourquoi demander aux grandes puissances qu'elles interviennent – que ce soit directement sous leur bannière ou sous celle de l'ONU – et laisser croire qu'elles peuvent en quoi que ce soit protéger les peuples, reste une duperie. Quels que soient les bons sentiments dont cette revendication peut partir, à savoir : faire quelque chose pour arrêter le massacre qui se déroule sous nos yeux.

Il n'y a que les opprimés eux-mêmes qui peuvent, en s'armant mais pas avec des bulletins de vote, arrêter le bras des bourreaux. Les travailleurs indonésiens ont beaucoup plus de moyens de paralyser le pouvoir de Djakarta, et surtout beaucoup plus d'intérêts fondamentaux à le faire que les Clinton, Chirac ou autres et leurs troupes.

Tant que les peuples eux-mêmes, les travailleurs et les pauvres n'interviendront pas directement, pour leurs propres intérêts, nous resterons malheureusement désarmés devant de tels événements. Et ce qui manque cruellement à tous les opprimés, en même temps que la claire conscience de qui sont leurs vrais ennemis ou leurs vrais alliés, ce sont des organisations qui unissent leurs combats, par delà toutes les frontières, contre les brigands qui dirigent les pays impérialistes et les dictatures qu'ils soutiennent de par le monde.

T. H.

Leur société

La politique fiscale du gouvernement

AU SERVICE DES RICHES

Après avoir fait savoir haut et fort à la rentrée qu'il disposait d'une cagnotte due au fait que les rentrées fiscales ont été plus fortes que les prévisions ne le laissent penser, Strauss-Kahn a annoncé une baisse des impôts... pour l'an 2000, se flattant du fait qu'il s'agirait « de la plus forte baisse d'impôts depuis dix ans ». Mais il s'est montré moins loquace sur l'attitude de son gouvernement qui n'a rien fait depuis deux ans, même pas revenir sur l'augmentation de la TVA, instaurée par Juppé, que Jospin s'était pourtant engagé à supprimer dans ses promesses électorales.

Soit ! les impôts baisseraient l'an prochain. Mais cette baisse est ciblée. Telle par exemple la baisse des frais de notaire ou celle de la TVA sur les travaux d'entretien et de rénovation des logements. Les bénéficiaires de ces allègements ne seront pas les foyers modestes dont le souci est plutôt, chaque mois, de payer leur loyer bien plus que d'engager une entreprise pour effectuer des travaux de rénovation de leur foyer. Notons d'ailleurs que cette TVA devrait baisser sur les travaux, mais pas sur l'ensemble des fournitures nécessaires à ces travaux, selon une décision des institutions européennes, ce qui atténuera considérablement les effets de cette baisse.

La TVA est injuste puisqu'elle frappe au même pourcentage aussi bien celui qui touche 5 000 F par mois que celui qui en gagne dix, vingt ou trente fois plus, mais la réduire de cette façon sélective n'introduit pas plus de justice !

Tous les gouvernements ponctionnent la population laborieuse, en particulier par l'augmentation des taxes à la consommation. A tel point qu'entre 1988 et 1998 la part des recettes fiscales due aux impôts indirects est passée de 62,7 % à 68,8 %, pendant que la part de l'impôt sur le revenu, qui, lui, est tout de même un peu plus progressif (si on ne tient pas compte du fait qu'une partie des revenus des plus

riches y échappent), a décliné en passant de 18,6 % à 14,2 %. Quant à l'ISF (l'impôt de solidarité sur la fortune), il représente, lui, moins de 1 % de ces mêmes recettes, autant dire une contribution symbolique. L'ISF est dérisoire dans la part des impôts qui rentrent dans les caisses de l'Etat, mais son montant l'est bien plus encore quand on le rapporte aux richesses des plus riches qui y sont soumis.

Mais on ne peut discuter de la politique fiscale et de son poids sur les différentes catégories sociales sans, dans le même temps, évoquer à qui les ressources de l'Etat sont redistribuées. C'est un autre volet, non moins important, de la politique fiscale. Il faut mettre en balance les abattements fiscaux, en constante augmentation en faveur des patrons, et que le gouvernement compte maintenir et développer, tandis que ces patrons continuent d'annoncer plans sociaux sur plans sociaux.

En dix ans, de 1982 à 1992, années pendant lesquelles la gauche était presque constamment au gouvernement, les taxations moyennes ont baissé de 26 % à 18 %... pour les revenus du capital ; en revanche elles ont augmenté de 38 % à 44 % pour les revenus du travail. Comparé à cela, la suppression en deux ans du droit au bail payé par chaque locataire est bien dérisoire.

Ces discours sur la baisse (toute relative d'ailleurs) des impôts ne signifient pas que l'on s'appête à alléger la part qui pèse sur les catégories populaires. La politique fiscale n'est pas affaire de choix techniques, mais relève de choix politiques et sociaux, où se retrouvent parfois quelques préoccupations électoralistes. Et les choix du gouvernement de la gauche plurielle ne sont pas destinés à soulager l'effort de la population laborieuse. Tout au contraire.

Annie ROLIN

STRAUSS-KAHN... SANS S'PRESSER...

Strauss-Kahn nous sert régulièrement des discours pour nous commenter les prévisions de « croissance économique ». En ce qui concerne le chômage, sa boule de cristal a des ratés, à moins qu'elle ne fonctionne avec toute la prudence d'un ministre qui sait qu'il vaut mieux ne pas faire de pronostics trop précis : « Je pense, dit-il, qu'il faut que, sans fixer de chiffres, on se fixe un objectif de diviser au moins par deux le taux de chômage. Ce doit être l'objectif central pour la décennie à venir ». Jospin a repris, dans son interview sur France

2 le 13 septembre, la même échéance. Autrement dit, dans dix ans, notre ministre prévoit qu'il y aurait encore un million et demi de chômeurs officiels. Et combien de salariés en statut précaire ?

Dans dix ans, Strauss-Kahn ne sera peut-être plus ministre, mais nombre de travailleurs seront chômeurs. Voilà ce que le gouvernement considère sans doute comme un horizon qui se dégage. Mais d'ici dix ans, souhaitons que les travailleurs aient su bousculer le tranquille calendrier de ce gouvernement.

Fusion Elf-Total

OÙ EST LE PROGRÈS ?

Les grandes manœuvres dans les milieux industriels et financiers continuent. Après deux mois et demi de bagarre et de surenchères boursières, TotalFina a fini par absorber son concurrent Elf Aquitaine. Ce mariage forcé donne naissance au 4^e groupe mondial dans le pétrole (avec une capacité de production équivalant à celle du Koweït) et au 5^e groupe pour la chimie.

De tous les côtés, on nous dit que ce rapprochement entre deux entreprises françaises constitue un progrès. Grâce à cela, la France posséderait, paraît-il, un groupe pétrolier capable de jouer dans la cour des plus grands, de négocier en position de force avec les pays producteurs, etc. Et les représentants du gouvernement – Dominique Strauss-Kahn et Christian Pierret en tête – ne sont pas en reste pour se féliciter d'un rapprochement conforme à leurs souhaits.

Mais de quel « progrès » parlent-ils ? A qui profitera-t-il ? Certainement pas aux salariés du groupe, à qui on promet au moins 4 000 suppressions d'emplois d'ici trois ans, dont 2 000 en France. Certainement pas non plus aux automobilistes, qui ne paieront pas moins cher l'essence à la pompe, bien au contraire. Les fusions qui se sont multipliées ces derniers mois entre les grands groupes

pétroliers (BP et Amoco, Exxon et Mobil, Total et Finia) leur ont surtout donné encore plus de moyens pour imposer des prix à la hausse. Même les finances de l'Etat ne tireront aucun avantage d'une croissance attendue des bénéficiaires du groupe, car il y a bien longtemps que ces multinationales sont passées maître dans l'utilisation des paradis fiscaux pour échapper à l'impôt.

Alors, on peut chercher longtemps où est le « progrès » constitué par la naissance de ce nouveau mastodonte pétrolier. Le seul point de vue pris en compte est celui de l'intérêt des actionnaires, qui veut que l'on sacrifie des milliers d'emplois et que l'on maintienne les prix au plus haut, au nom de la rentabilité et du profit. Et dans ce domaine, leur rapacité n'a pas de limites. Depuis le début de l'année, tandis que l'ac-

tion TotalFina a progressé de 50 %, l'action Elf a, elle, progressé de 90 % et le PDG du nouveau groupe Thierry Desmarest leur en promet encore plus.

De progrès, il ne pourra y en avoir que lorsque les travailleurs mettront leur nez dans les comptes de ces entreprises pour imposer d'autres choix, pour savoir d'où vient et où va l'argent, comment sont calculés les prix de revient et les prix de vente, et surtout interdire tout licenciement dans les entreprises qui font des bénéficiaires. Les actionnaires et les défenseurs du capitalisme ne seront sûrement pas d'accord avec une telle intrusion dans « leurs » affaires, mais qu'importe : les intérêts généraux de la collectivité doivent passer avant les droits d'une minorité d'actionnaires.

R. M.



Un camion de fuel vient de livrer le palais de la Bourse. Tout un symbole...

Carrefour-Promodès

QUELLE LIBRE CONCURRENCE ?

Depuis que Carrefour et Promodès ont annoncé leur mariage prochain pour former le n° 2 mondial de la distribution, beaucoup de voix se sont élevées pour s'alarmer de cette fusion. Ainsi une étude a été publiée, indiquant que, dans 8 grandes villes au moins, les enseignes de Carrefour (qui possède aussi Picard) et de Promodès (Continent, Shoppi et Champion) représentent plus de 50 % des grandes surfaces alimentaires. *L'Humanité* a aussi dénoncé « la force de feu quasi incontrôlable du nouveau Carrefour, en position d'écraser ses fournisseurs et d'imposer les prix aux consommateurs ».

Dominique Strauss Kahn, lui, a même déclaré qu'il allait saisir le conseil de la Concurrence à propos de cette fusion. Le ministre des Finances a indiqué qu'il voulait vérifier « si, dans telle ou telle ville, ça crée des conditions de monopole ». « Il ne faut pas de monopole, la gauche a toujours été contre, il faut regarder cela de très près ».

Qu'il n'y ait rien de bon à espérer de la naissance de ce géant de la distribution, ni pour les fournisseurs ni pour les consommateurs ou les salariés, c'est une évidence. Mais la saisine du conseil de la Concurrence et l'argumentation du ministre ne sont que de la poudre aux yeux.

Tout d'abord cette institution ne peut qu'émettre un avis consultatif et n'a strictement aucun pou-

voir. Et surtout, faire croire que la « concurrence » entre les groupes de la distribution protège les petits producteurs et les consommateurs, c'est une mauvaise blague.

La concurrence, quand elle existe, joue de façon très marginale. Les Leclerc, Carrefour, Intermarché, Auchan et quelques autres requins de la distribution, sont bien trop conscients de leurs intérêts communs pour se faire la guerre des prix. Au contraire, ils savent depuis longtemps qu'ils ont tout intérêt à s'entendre, à se mettre d'accord sur les tarifs auxquels ils achètent leurs marchandises et les revendent aux clients. Leur concurrence est du même acabit que celle des stations-service sur l'autoroute : on change de marque (Elf, Total etc.) tous les 30 km, mais curieusement le prix de l'essence a toujours tendance à s'aligner au centime près... vers le haut !

La seule garantie pour que consommateurs et fournisseurs ne soient pas arnaqués serait que toute la distribution soit sous le contrôle des salariés et des consommateurs. Qu'il y ait une véritable transparence des prix, des profits et de la qualité des produits.

Alors qu'il y ait un « monopole », ou 2, 3, 4 enseignes différentes, cela ne change rien. La vraie question est : qui contrôle et ordonne. Les capitalistes, les actionnaires, ou bien les travailleurs et consommateurs ?

Christian BERNAC

Stock-options

UNE JUTEUSE COMBINE D'ENRICHISSEMENT

Une enquête de l'hebdomadaire *L'Expansion* pose la question : « Comment les patrons font fortune en France ? ». Une des sources de juteux revenus des très hauts cadres et des dirigeants des principales entreprises de ce pays, ce sont les « stock-options ». Dans les 40 plus grandes sociétés françaises, 28 000 personnes en profitent. Ce moyen de rémunération, imité de ce qui se fait aux Etats-Unis depuis les années soixante-dix, n'est pas nouveau. Ce qui l'est davantage, c'est la progression du nombre de « plans » de stock-options attribués et les perspectives de plus-values énormes que ce système promet aux bénéficiaires. De quoi s'agit-il ?

Les bénéficiaires se voient proposer des actions de leur

entreprise à un prix modique, bien inférieur aux cours qu'elles peuvent atteindre sur le marché boursier, avec un délai donné pour les acheter ou pas. S'ils décident de le faire – l'option est alors « levée » – ils doivent alors en acquitter le prix proposé. Tout l'intérêt de l'opération est, bien sûr, d'acheter au prix bas proposé quand le cours de l'action est au plus haut.

On peut alors décider de garder ces actions, en les ayant donc achetées avec une forte « remise », mais cela peut être risqué, des fois que les cours retombent. On peut aussi les revendre aussitôt et encaisser ainsi un joli paquet d'argent. Et cela, sans risque. Cadeau !

L'hebdomadaire estime l'ensemble des plus-values ainsi

accumulées (la différence entre le prix de vente de ces actions et leur cours au moment de leur achat, qu'elles aient été revendues ou non) à 45,4 milliards de francs, en hausse de 68,1 % en huit mois ! A ce petit jeu, bien des hauts cadres et autres PDG sont assurés d'encaisser de jolis revenus (qui s'ajoutent à leurs salaires, eux-mêmes coquets, bien sûr !). Les entreprises qui récompensent leurs hauts cadres de cette façon s'appellent entre autres Cap Gemini, Paribas, Axa, Vivendi, LVMH, L'Oréal (dans cette dernière, neuf dirigeants bénéficieraient en moyenne de 83,3 millions chacun de revenus en levant leurs stock-options !).

L'exemple de Paribas est édifiant : les sept membres du directoire de cette banque,

grâce à leurs stock-options, ont profité à fond des hausses du cours des actions liées au climat spéculatif qui s'est développé autour de la fusion avec la BNP. La plus-value potentielle de leurs stock-options, qui était estimée à « seulement » 12,2 millions de francs en novembre 1998, atteignait 59,6 millions de francs par individu, fin juin 1999 !

Alors que les employés de banque, eux, craignent les conséquences tragiques de cette fusion, en particulier les compressions de personnel, on constate que, du côté des dirigeants, elle n'a pas fait de malheureux !

Les patrons, qui parlent continuellement aux salariés d'« efforts » et de la nécessité, selon eux, de plans sociaux

pour résister à la concurrence, gardent toujours un œil sur les cours de la Bourse et du coup sur leur propre portefeuille ! Ils s'enrichissent au travers de ces restructurations.

Ce système d'attributions de stock-options est opaque. On ne sait pas précisément qui en détient et combien. Ces gens-là n'aiment pas étaler la façon dont ils s'enrichissent. Ne serait-ce que par rapport à tous ceux qu'ils contraignent aux bas salaires, aux conditions de travail de plus en plus pénibles, quand ce n'est pas au chômage, afin que les cours des actions de leur entreprise à la Bourse puisse continuer à monter, entraînant du même coup vers le haut leur magot personnel !

Claire LACOMBE

Timor

L'IMPÉRIALISME A ARMÉ - et arme encore - LES MASSACREURS

Alors que le Conseil de sécurité vient finalement de décider l'envoi d'une force internationale au Timor-Oriental, les estimations sur le nombre des victimes, allaient, il y a peu, jusqu'à 7 000 morts. Dili qui comptait 120 000 habitants n'est plus qu'un tas de ruines fumantes. Cent mille Timorais peut-être se terrent dans les montagnes, privés de tout. Cent mille autres ont été embarqués de force au

Timor Ouest indonésien où ils sont, là-bas aussi, victimes d'exactions. Et les milices, qui agissent en symbiose avec l'armée indonésienne, continuent leurs massacres impunément...

Le référendum organisé par l'ONU sur l'indépendance se solde donc par un immense carnage. Les grandes puissances maîtresses de l'ONU ont par leur complicité avec la dictature indonésien-

ne, qui dure depuis des décennies, permis que ce carnage s'accomplisse. Le peuple timorais qui a cru dans l'ONU, dans le référendum, dans l'indépendance, se trouve aujourd'hui floué et massacré comme jamais.

C'est que l'impérialisme, américain surtout, mais aussi toutes les grandes puissances, n'a cessé d'appuyer économiquement, militairement, diplomatiquement l'une des pires dictatures de la planète. Il y trouvait son compte : ordre social et stabilité capitaliste. Il y a quelques mois les dirigeants indonésiens ont consenti à promettre un référendum sur l'indépendance du Timor, pour faire un geste, qu'ils pensaient sans doute de peu de conséquence, en direction de ces Etats, afin de redorer le blason indonésien défraîchi depuis la chute de Suharto l'an dernier. Un simple geste dont l'armée indonésienne n'a pas voulu, et que les grandes puissances, USA surtout, qui disposent de multiples moyens de pression sur l'Indonésie, n'ont même pas songé à faire respecter.

Un rapport secret, rendu public maintenant, de la mission de l'ONU chargée de superviser le référendum dénonçait, plus d'un mois avant, l'existence d'un plan de l'armée destiné à commettre un massacre en cas de vote favorable à l'indépendance, et en particulier à « liquider » les partisans de l'indépendance. Mais de toute façon il n'était pas besoin d'être grand clerc pour deviner à quoi devaient servir les trente mille miliciens anti-indépendantistes mobilisés en cette circonstance.



Militaires indonésiens sur le port de Dili.

Pourtant les grandes puissances, même à ce moment-là, n'ont pas cessé de soutenir l'Indonésie et son armée. Ce n'est que tout récemment que les USA ont annoncé la suspension de la coopération militaire avec l'Indonésie, puis la suspension de toute vente d'armes. L'Union européenne à son tour parle maintenant d'un embargo des livraisons d'armes. Quant à la Grande-Bretagne, elle annonce qu'elle livrera bien, comme prévu, neuf avions de combat à l'Indonésie, mais qu'ensuite elle arrêtera... Cela juge du rôle que pourra avoir la « force de paix » que l'ONU et les grandes puissances veulent envoyer au Timor. Cette force de paix, si elle est constituée, le sera avec l'accord et la collaboration du régime et de l'armée indo-

nésiens, c'est-à-dire des massacreurs. Elle aura officiellement un rôle humanitaire, mais bien plus probablement elle servira de couverture pour la mise en place d'un futur Etat indépendant timorais qui préserve le rôle et les intérêts de l'Indonésie, de son armée et de ses milices, et les intérêts de l'impérialisme dans la région.

Et en fin de compte les exploiters, les trusts pétroliers alléchés par les gisements sous-marins voisins, et peut-être même les généraux massacreurs, vont sans doute s'en sortir en préservant leur situation et leurs richesses, tandis que nombre de malheureux Timorais y auront une fois de plus laissé leur peau, sacrifiés par l'impérialisme, abandonnés à leurs bourreaux.

LE PACTOLE INDONÉSISIEN

L'Indonésie a été qualifiée de « paradis des investisseurs ». Relativement riche en pétrole (qui représente près de 70 % des ressources budgétaires de l'Etat), elle est un des principaux fournisseurs du Japon pour cette matière. Elle est très riche en étain, cacao, café, nickel, thé, bois précieux, canne à sucre, cuivre, gaz naturel. Évidemment toute une ribambelle de trusts s'y sont installés : Total, Coca Cola, BP, General Electric, Honda, British Aerospace, etc.

Les productions locales des mines, plantations, et quelques produits industriels, rapportent des fortunes aux exploiters

grâce à l'extrême faiblesse des salaires, maintenus dans cette situation par la dictature. La famille du précédent dictateur, Suharto, et son clan se sont taillé des fiefs de plusieurs milliards de dollars. L'actuel chef de l'Etat Habibie, ancien ministre de Suharto, ne s'est pas oublié, et les chefs militaires non plus. Lors de la chute de Suharto en 1998, le FMI a accepté d'accorder à l'Indonésie un énorme « plan de sauvetage » dont le montant équivalait... à la seule fortune de la famille Suharto. Suharto a conservé sa fortune et les Indonésiens devront rembourser le FMI...

500 000 morts : LA TERREUR BLANCHE DE 1965

Le coup d'Etat pro-américain du général Suharto, en 1965, qui écarta du pouvoir le président Soekarno, fut l'« un des pires meurtres de masses du XX^e siècle » selon un membre de la CIA. Il se traduisit par l'assassinat de plusieurs centaines de milliers de communistes indonésiens. Certaines estimations vont jusqu'à deux millions de morts. Le Parti Communiste (PKI), l'un des plus puissants du monde, fut littéralement rayé de la carte sans résistance.

En 1945, lors du départ des troupes japonaises vaincues, le leader nationaliste Soekarno proclama l'indépendance, qui ne devint effective qu'après une guerre contre les anciens colonisateurs hollandais lesquels ne voulaient pas lâcher leur proie. Soekarno, à la tête du Parti National Indonésien (PNI) se proclama anti-impérialiste, et fut l'un des chantres du « neutralisme », qui consistait à louvoyer entre les USA et l'URSS, en essayant de ne s'aligner sur personne et en espérant tirer quelques avantages des deux côtés. La Conférence de Bandoung (une ville d'Indonésie) en 1955 fut le grand moment du neutralisme.

Soekarno reçut le soutien actif du Parti Communiste Indonésien (PKI) qui devint dans les faits un Parti National-bis.

Sur la base d'une politique réformiste et d'union nationale

avec la bourgeoisie, le Parti Communiste Indonésien accepta de participer au pouvoir. Il connut alors un développement sans précédent. Entre l'organisation politique proprement dite qui comptait 3,5 millions d'adhérents (sur une population d'une centaine de millions), les divers mouvements de masse de la jeunesse, des femmes, des paysans et des fédérations syndicales ouvrières qui se réclamaient de son idéologie, le PKI regroupait environ 15 millions de personnes. Son influence se fit sentir dans toutes les sphères de la société indonésienne.

Soekarno voulait pourtant rester le maître, en s'appuyant à la fois sur le PKI et sur l'armée, mais il n'y parvint pas, bien qu'il se soit fait nommer président à vie en 1963... Ce fut l'armée, avec dans ses rangs un certain général Suharto, qui rompit l'équilibre.

En 1965, alors que la Guerre Froide durait encore et surtout en pleine période d'intensification de la guerre du Vietnam, l'impérialisme américain décida de ne plus tolérer le « non-alignement » indonésien. Il voulait un pays aligné... sur les USA.

Le secrétaire d'Etat américain, John Foster Dulles, déclara que le problème principal en Indonésie venait du PKI et de son assise de masse dans la paysannerie. L'ambassade des Etats-Unis à Djakarta précisa qu'il n'était pas possible de vaincre le PKI « en ayant recours aux moyens démocratiques ordinaires ».

Le coup d'Etat pro-américain du général Suharto en octobre 1965, prit comme prétexte un complot et une tentative de coup de force communiste. Complot purement imaginaire, le PKI n'ayant d'ailleurs pas préparé la moindre « force » militaire. Il n'avait pas non plus préparé ses militants ni les masses qui lui faisaient confiance, à faire face à un tel coup de force.

L'armée se lança dans une

répression sans précédent. Les chefs du PKI furent assassinés les uns après les autres, les militants sans ordres, sans journaux, sans armes, se laissèrent égorger sans résistance.

Bureaux, maisons, commerces soupçonnés d'appartenir à des communistes furent incendiés. L'armée encadra, organisa les manifestations pro-américaines de la petite bourgeoisie étudiante. Elle manœuvra également les partis religieux musulmans, dont les troupes devinrent des supplétifs de l'armée dans la chasse aux militants communistes. Les massacres collectifs se succédèrent à un rythme effréné pendant plusieurs semaines. La terreur se propagea dans toutes les îles de l'archipel : Java, Bali, Makassar et Sumatra. A Bali, en une seule expédition, 50 000 personnes soupçonnées d'être communistes furent massacrées. A Sumatra nord, 10 000 autres prisonniers avaient été exterminés sans autre forme de procès. On vit alors des corps flotter dans des rivières par centaines, des milliers

d'autres joncher le sol ou s'en-tasser dans les plantations.

Le PKI était à l'époque aligné sur la Chine, et non sur l'URSS. Il pouvait faire illusion auprès de ceux qui s'imaginaient que la Chine était restée révolutionnaire, contrairement à l'URSS. En réalité la politique du PKI, de collaboration de classe, d'union nationale avec la bourgeoisie, au lieu de renforcer les masses populaires, a livré la classe ouvrière et la paysannerie, pieds et poings liés, à ses bourreaux, sans la préparer au combat.

Quant à Soekarno, devenu une marionnette entre les mains des militaires, il « donna », quelque temps après, les pleins pouvoirs à Suharto, avant d'être relevé de ses fonctions par le Parlement.

Et depuis lors l'Indonésie a connu l'une des pires dictatures qui soient, dictature dont le génocide des Timorais est une des sanglantes conséquences.

René CYRILLE

Russie

250 tués en quatre attentats

LA POLITIQUE DE LA TERREUR ET CEUX QUI EN FONT LE LIT

Lundi 13 septembre, un nouvel attentat a semé la mort à Moscou. Aux aurores, une bombe a soufflé un immeuble en tuant une centaine de personnes et en blessant de nombreuses autres dans les maisons du voisinage. C'est le quatrième attentat meurtrier en Russie depuis deux semaines.

Les cibles choisies (lieux publics, immeubles de quartiers populaires), les armes employées et leurs résultats (de puissants explosifs d'origine militaire), tout cela montre que les auteurs des attentats veulent semer la terreur parmi la population et ne reculent devant aucun moyen pour atteindre leur but.

Rien, évidemment, ne peut justifier ces actes ignobles, cette barbarie aveugle. Et sûrement pas le fait de prétendre répondre par la terreur à celle des autorités russes faisant bombarder des villages du Daghestan et de Tchétchénie, puisqu'on avance le plus souvent une telle explication à ces attentats.

La responsabilité des dirigeants russes actuels est énorme dans la situation du Caucase, surtout dans les guerres qui l'ensanglantent. Il y a dix ans, dans sa rivalité avec Gorbatchev, Eltsine avait poussé les feux indépendantistes. Cela se retourna contre lui. D'où la guerre menée par le Kremlin à la Tchétchénie de 1994 à 1996, qui jeta des milliers de gens dans les bras de chefs de bande leur proposant de se venger ou simplement de vivre et mou-

rir une arme à la main, au nom du Coran.

C'est la population locale qui a fait et continue de faire les frais de ce climat de guerre permanente. C'est elle qui se trouve prise en étau entre les bandes armées du cru et l'armée russe. Rançonnée, cette population l'est de tous côtés, y compris par l'armée russe, laissée sans ravitaillement et qui survit comme elle peut. Elle est victime des opérations menées tant par les bandes islamistes dans les villages que par l'armée qui les pilonne.

Il est certes difficile de savoir comment les habitants du Daghestan ont réagi aux événements survenus en août dans leur région, lorsque Bassaïev et Khattab, des « commandants » de la guerre de Tchétchénie, ont lancé leurs hommes sur le Daghestan voisin, annonçant vouloir y fonder une république islamique.

Ces raids avaient évidemment

pour but de leur donner l'image de champions de la lutte pour « chasser les Russes du Caucase », comme ils disent. Cela visait le pouvoir daghestanais allié de Moscou, mais plus encore un président tchétchène, accusé de mollesse à l'égard du Kremlin, dont Bassaïev lorgne la place avec ce que cela implique d'accès aux richesses locales. A commencer par le contrôle de l'oléoduc écoulant le pétrole de la Caspienne par le Daghestan et la Tchétchénie, enjeu des luttes entre les hommes au pouvoir dans le Caucase comme au Kremlin.

La population n'a évidemment pas eu son mot à dire. Pour appuyer ses raids au Daghestan, Bassaïev y a-t-il choisi des bourgades où il comptait des sympathisants, tels des réfugiés de Tchétchénie? C'est possible, mais pas certain. Comment des villageois isolés auraient-ils pu s'opposer à l'occupation armée de leur localité?

Quant au reste de la population, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on ne l'a pas vue se rallier aux « combattants de la foi ». Il n'y a pas eu d'insurrection populaire, même limitée. L'armée russe du Daghestan n'y est pour rien : aurait-elle voulu s'y opposer qu'elle en aurait été bien en peine, si l'on en juge par ses difficultés à venir à bout d'une poignée de combattants venus de Tchétchénie. La population n'a pas même semblé avoir de la sympathie pour l'opération de Bassaïev-Khattab. Sans doute parce qu'elle sait comment ils se comportent dans leurs fiefs tchétchènes : mise en place d'une dictature clanique sous couvert de la « charia » (interdiction de boire de l'alcool, de fumer ; port du voile pour les femmes ; enrégimentement des hommes, etc.), pillage du pays, économie réduite à des expédients mafieux (prises d'otages contre rançon, trafics de drogue, d'armes...).

Pourtant, au Daghestan comme dans d'autres régions périphériques de la Fédération russe, la situation n'a rien de brillant, et d'abord le fait qu'on y compte au moins un tiers de chômeurs. Mais la population a beau avoir bien des raisons d'en vouloir à des autorités corrompues et paraissant inféodées à Moscou, il est probable qu'elle préfère encore cela à ce que lui imposeraient Bassaïev et ses émules locaux.

Le drame, au Caucase et finalement dans tout le pays, c'est que la population ne se voit pas offrir d'autre choix qu'entre l'obscurantisme revendiqué de potentats locaux et sa mise en coupe réglée par des dirigeants moscovites se voulant plus civilisés, mais dont la politique ne débouche que sur l'appauvrissement du plus grand nombre, alimente son désespoir et, finalement, fait le lit des forces les plus barbares dans la société.

Pierre LAFFITTE



L'armée russe pilonnant des villages du Daghestan

LA PISTE TCHETCHÈNE... ET LES AUTRES

Les autorités russes n'ont pas attendu l'attentat du 13 septembre pour incriminer « le terrorisme qui a déclaré la guerre au peuple russe », comme l'a déclaré Eltsine à la télévision. Le chef de guerre Bassaïev n'avait-il pas promis de faire payer à la Russie les bombardements au Daghestan et en Tchétchénie?

Le soir même de l'attentat, la police affirma avoir identifié un suspect de « type caucasien ». Loujkov, maire de Moscou, prit moins de précautions oratoires pour réclamer « un cordon sanitaire autour de la Tchétchénie (car) la plupart de ceux qui viennent sont liés aux bandits ».

Au passage, il rejeta la faute du retard de telles mesures sur le gouvernement. Eltsine venait, en

effet, de lui ordonner d'assurer la sécurité dans la capitale sous 24 heures. Eltsine et Loujkov ne pouvaient laisser passer l'occasion de continuer leur propre guerre : Eltsine pour affaiblir celui qui brigue sa succession, Loujkov pour défendre son image de maire efficace et de candidat à la présidence.

Ceux qui ont commencé – ou plutôt, continué – à faire les frais de la situation, sont les nombreux Caucasiens des grandes villes, ces réfugiés de guerre, émigrés économiques ou simples résidents des métropoles russes que les autorités ne manquent jamais de désigner à la vindicte publique. Elles en ont fait les boucs émissaires de la peur qui s'est emparée de la population, la

milice intensifiant son habituelle chasse au faciès.

Que les auteurs de ces attentats soient des islamistes tchétchènes est plausible. Même si Bassaïev et Khattab, qui en d'autres occasions avaient revendiqué haut et fort des « faits d'armes » de ce genre, ont démenti avoir organisé ces tueries. Mais ils peuvent mentir, ou avoir été doublés par des rivaux sur leur propre terrain.

Pourtant, une bonne partie de la presse russe évoque une autre hypothèse : celle d'attentats dont les commanditaires se trouveraient en Russie et visant à créer une situation de tension politique extrême.

Des rumeurs courent depuis des mois quant à une possible

instauration de l'état d'urgence dans le pays, solution qu'envisagerait l'entourage d'Eltsine pour échapper à des échéances pouvant être catastrophiques pour lui, les élections législatives de décembre et présidentielle de l'an prochain.

Des commentateurs russes ont rappelé qu'en 1996, lors de la précédente élection présidentielle, Eltsine risquant de ne pas être réélu, avait éclaté une vague d'attentats attribués aux islamistes tchétchènes mais toujours pas élucidés. A l'époque, certains y avaient vu la main des services spéciaux du Kremlin. On a aussi entendu sur une radio française un membre du FSB (ex-KGB) expliquer que cet organisme pourrait être lié à ces attentats.

Sur le terrain des sinistres manipulations politiques, le KGB a des traditions. En bonne compagnie, il est vrai : tous les services spéciaux du monde entier sont capables de « coups tordus ».

Alors, il est bien difficile de savoir qui a pu perpétrer ces attentats. Ne serait-ce que parce que ceux qui seraient susceptibles de commanditer de tels actes, ou de manipuler des individus prêts à les commettre, ne manquent pas et ne manquent pas de raisons pour cela : du sommet de l'Etat russe, avec ses clans rivaux, jusqu'à ceux qui rêvent d'instaurer une dictature islamiste dans telle ou telle région.

P. L.

Michelin
Clermont-Ferrand

IL ROULE SUR L'OR... EN ÉCRASANT LES EMPLOIS

Après le choc de l'annonce de la suppression de 7 500 emplois dans les usines Michelin en Europe, les commentaires et les prises de position se sont multipliés. Sur le coup, les travailleurs sont restés inquiets et attentistes. Mais les premières réactions se font jour : à Clermont-Ferrand, les syndicats appellent à la grève et à manifester mardi 21 septembre.

Une décision scandaleuse

C'est mercredi 10 septembre, en fin de journée, que la direction, dont Thierry Coudurier, directeur des usines Michelin en Europe, annonçait à des journalistes parisiens, alors que les principaux actionnaires avaient bien entendu déjà reçu l'information, les mesures suivantes : 10 % des effectifs des usines Michelin en Europe, soit 7 500 postes, seront supprimés, dans les trois années à venir.

Il est remarquable, une fois de plus, et ce fut le même procédé lors des plans de réduction d'emplois précédents, que la direction ne s'adresse ni aux syndicats, ni au personnel. Seuls comptent, dans l'esprit des dirigeants, les possesseurs d'actions, les milliardaires...

C'est ainsi que les travailleurs furent mis au courant de mesures très graves les concernant au premier chef grâce à la télévision régionale ou par le journal *La Montagne* le lendemain.

Une entreprise mondiale florissante

Michelin, qui se vante régulièrement d'occuper la première place mondiale dans la fabrication des pneumatiques toutes catégories, est présent sur tous les continents : 40 usines en Europe, le double dans le monde entier, avec 125 000 salariés. Ses affaires vont pourtant très bien, de l'aveu même de ses dirigeants et propriétaires : la famille Michelin, où François,

patron depuis quarante ans, vient de passer la main à son fils Edouard.

Lors d'une conférence de presse tenue à Clermont-Ferrand le lendemain de l'annonce officielle, Michel Rollier, le nouveau directeur financier, et Edouard lui-même déclaraient le plus naturellement du monde : « Nos résultats sont bons et nous sommes très contents, mais il faut savoir préparer l'avenir. »

Quand on s'appelle Michelin, il est certain qu'il y a de quoi se frotter les mains : un chiffre d'affaires en progression de 20%, des bénéfices nets (chiffre parfaitement invérifiable, mais avoué par les patrons eux-mêmes), 2,106 milliards de francs en six mois, contre 1,157 pour le premier semestre de 1998, des réserves très confortables : une capacité d'autofinancement de 5,198 milliards, soit 1,161 milliard de plus que l'an dernier. Et des « provisions » pour financer partiellement le futur probable « plan social » relatif à la suppression des 7 500 emplois.

« Il y a un environnement favorable : une croissance de 4 % des ventes... Nous avons tous les atouts pour être gagnants sur les marchés ». Alors, pourquoi donc ces mesures, avec de si bons résultats, qui ont comblé la Bourse ? C'est que l'objectif des grands groupes capitalistes est de satisfaire encore et toujours plus les actionnaires : Edouard Michelin le dit crûment : « Nos résultats sont en amélioration mais, en termes de rentabilité, ils sont insuffisants. Aussi convient-il d'améliorer la compétitivité. »



Et d'invoquer l'éternelle concurrence qui menacerait les affaires Michelin, celle de l'américain Goodyear et du japonais Bridgestone, qui voudraient se développer sur les plates-bandes de Michelin : le marché européen, qu'il considère comme sa chasse gardée.

Alors, le moyen de préserver et même d'augmenter ses profits, c'est, d'après Michelin, de réduire le nombre de travailleurs par milliers, tout en faisant augmenter la production. Moins de charges salariales, donc moins d'impôts à payer, et plus de production, donc plus de bénéfices : cela s'appelle la productivité, que Michelin entend faire augmenter de 20%. Voilà les travailleurs prévenus de ce qui les attend s'ils se laissent faire. Dans ces conditions, on ne s'étonne pas que l'action Michelin en Bourse, gonflée à bloc, ait pu faire un bond de 12,5 % en une journée !

La direction montre son incroyable cynisme, qui est devenu sa véritable nature. Il faudra attendre son bon plaisir pour connaître les détails des suppressions d'emplois, de la réorganisation de nombreux secteurs : fermeture complète et définitive d'usines, comme c'est déjà le cas à Soissons, avec l'usine Wolber, où 450 travailleurs, surtout des femmes, fabriquaient

des pneus pour deux-roues. Quant à savoir les mutations, transferts multiples, changements d'horaires – le patron ayant seulement annoncé qu'il veut renforcer la flexibilité – ou encore qui pourra partir en préretraite, tout cela reste secret ! Les premières mesures de détail ne seraient appliquées que dans six mois environ.

L'aggravation des conditions de travail

L'accumulation des richesses dans les mains de quelques-uns ne peut se faire que par l'exploitation renforcée des travailleurs. Comme dans les autres groupes industriels, Renault, Peugeot et bien d'autres, chez Michelin ce sont les horaires qui pèsent sur les ouvriers : toujours plus de flexibilité. Il y a longtemps que Michelin applique les 35 heures à sa façon. Il a même calculé que, pour les équipes de jour comme de nuit ou de fin de semaine, dite « VSD », le temps réel de production n'arrive même pas à 35 heures. Il suffit d'un tour de passe-passe sur le papier : enlever les temps de casse-croûte, de pause, de douche ! Les heures supplémentaires existent, le travail le dimanche aussi. Ces jours-ci, suite à un incendie dans l'une des usines italiennes, à Cuneo, où

se fabrique de la gomme, la direction fait augmenter la production de gomme dans les ateliers en France : deux dimanches de plus, alors qu'il y en a déjà 19 travaillés dans l'année, pour l'usine de Cholet. Et à Clermont-Ferrand, il faudra aussi faire des heures en plus samedis et dimanches, avec des effectifs renforcés : des travailleurs italiens ont été immédiatement transférés à l'atelier Z dans l'usine de Cataroux ;

Des réactions nécessaires

Les responsables politiques de gauche ne brillent pas par leurs critiques et encore moins leur combativité. Godard, sénateur-maire socialiste de Clermont-Ferrand, se contente de souhaiter que, cette fois, les suppressions d'emplois ne touchent pas sa ville. De Jospin à Martine Aubry, c'est soit le silence, soit des déclarations très vagues, et surtout le refus de prendre les mesures indispensables qui s'imposent en pareil cas : contrôler les affaires des capitalistes, prélever sur leurs bénéfices pour payer emplois et salaires, interdire les licenciements. La colère pourrait éclater : les discussions et les critiques se font de jour en jour plus fortes.

Correspond LO

Un communiqué des députés LO-LCR au Parlement européen

Voici la déclaration commune des cinq députés européens LO-LCR, Arlette LAGUILLER, Alain KRIVINE, Armonie BORDES, Roseline VACHETTA et Chantal CAUQUIL :

Le projet de Michelin de supprimer 7 500 emplois en Europe, alors que les profits de l'entreprise sont en hausse, illustre la nécessité vitale d'imposer aux grandes entreprises l'interdiction de supprimer des emplois sous peine d'expropriation. Les députés LUTTE OUVRIERE et LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE au Parlement européen sont indignés par les déclarations de Jospin, qui, en refusant de prendre les mesures d'autorité qui s'imposent pour obliger Michelin à abandonner son projet, refuse d'arrêter l'hémorragie des suppressions d'emplois. Au-delà des discours, il prend le parti des actionnaires et des marchés financiers contre l'intérêt vital des travailleurs et de la société. Plus généralement, les députés LO-LCR dénoncent la carence dans ce domaine des gouvernements nationaux, comme de l'Union européenne qui, en se réfugiant derrière les prétendues lois du marché, contribuent à aggraver le chômage déjà dramatique partout en Europe.

Strasbourg, le 13 septembre 1999



WOLBER
Soisson - Aisne

MICHELIN FABRIQUE DES CHÔMEURS

L'usine Wolber à Soissons, dans l'Aisne, fabrique des pneus de vélos et appartient à 99,98% à Michelin pour qui elle travaille quasi exclusivement. Fin juillet, quelques jours avant de partir en vacances, la direction nous annonçait la fermeture du site prévu pour le 1^{er} trimestre 2000. C'était sans doute histoire de nous souhaiter de bonnes vacances!

La fermeture de l'usine se traduirait par la disparition de 451 emplois. La direction nous propose bien quelques mesures d'âge ou quelques postes dans d'autres usines du groupe Michelin, mais à quelques centaines de kilomètres de Soissons et dans des usines où la direction de Michelin risque de prévoir des suppressions d'emplois... Comme si cela ne suffisait pas de se faire virer une fois.

Autant dire que c'est au chômage que nous condamnons les actionnaires du groupe Michelin, alors que la majorité du personnel a dépassé les 40 ans, ce qui, comme chacun le sait, n'est pas un plus pour l'embauche. Trouver du travail dans la région n'est déjà pas facile, surtout

qu'en plus de Michelin, les patrons des autres entreprises du coin prévoient eux aussi des suppressions d'emplois.

Et pourtant, comme Michelin l'a annoncé avec arrogance et mépris pour les ouvriers, non seulement le groupe fait des bénéfices (3,5 milliards de francs l'année dernière) mais il en fait de plus en plus (2 milliards de francs rien que pour le premier semestre de cette année).

A l'usine, bien des investissements ont eu lieu ces dernières années pour améliorer la productivité. Ce qui a surtout signifié une aggravation des conditions de travail pour les salariés. L'année dernière, la direction avait célébré en grande pompe le centenaire de l'usine et avait vanté le savoir-faire de l'entreprise. Eh bien, ces messieurs nous montrent ce qu'ils en pensent vraiment: pour eux, le savoir-faire, c'est quand les ouvriers fabriquent des bénéfices alors qu'eux fabriquent des chômeurs. Pour Michelin, des salariés licenciés, ce n'est jamais que de la productivité gagnée!

Des salariés de Wolber — groupe Michelin

MICHELIN ET LES RETRAITÉS AMÉRICAINS

A l'occasion de l'affaire Michelin, les commentateurs et les politiciens ont lourdement insisté sur l'importance des fonds de pension US dans les décisions de l'entreprise et mis en cause les «retraités américains», qui seraient les vrais responsables des choix et des décisions d'Edouard Michelin.

Ridicule! Tout d'abord ces retraités ne sont pas plus responsables de la gestion et des décisions des organismes responsables de ces fonds de pension, que les assurés français au GAN ou chez AXA ne seraient responsables des choix spéculatifs des dirigeants de ces groupes!

On ne nous fera pas croire que les actionnaires français, Edouard Michelin en tête, que les grands patrons, bien de chez nous, ne seraient que de minables comparses, sans pouvoir, totalement désintéressés mais impuissants devant ces retraités d'outre-Atlantique. En fait ils sont totalement maîtres de leurs choix. En annonçant à la fois des profits juteux et une grosse vague de licenciements, Edouard Michelin, le dernier rejeton de la dynastie, avait parfaitement conscience que de la sorte il ferait monter les actions du groupe qu'il dirige et dont il est pour une bonne part le propriétaire avec le reste de la famille. Et effectivement elles ont grimpé de plus de 12% dans la journée qui a suivi ses déclarations. Chacun des retraités américains ne s'en est pas forcément trouvé plus riche au lendemain de cette opération, mais Michelin, lui, a vu son immense fortune s'accroître, en même temps que l'avenir des travailleurs de ses usines s'assombrissait.

R. P.

Cerplex
(ex-Xerox)
Neuille
en-Ferrain
(Nord)

NOUS SOMMES TOUJOURS EN GRÈVE!



Chez Cerplex (ex-Xerox à Neuville-en-Ferrain, près de Lille). Cela fait maintenant 3 semaines que nous sommes en grève contre le plan de 350 licenciements sur les 600 employés que compte l'usine.

La semaine dernière nous sommes encore retournés manifester à environ 300 devant la vitrine commerciale de Xerox dans la banlieue de Lille. Le représentant de Xerox-Europe a d'ailleurs reçu une délégation le lendemain à Bruxelles, en terrain neutre, car il n'apprécie pas du tout les manifestations de salariés. Il nous a dit qu'il voulait bien faire quelque chose pour nous, ce qui est une façon de reconnaître que Xerox est bien le responsable des licenciements. Il nous a dit avec insistance qu'il fallait qu'on arrête «d'attaquer ses entreprises». Puisque ça a l'air de les embêter qu'on manifeste devant les vitrines et sièges de Xerox, on s'est dit qu'il fallait continuer.

Nous avons aussi manifesté à Lille avec distribution de tracts et nous sommes allés à la Direction départementale du

travail remettre un dossier qui montre sans ambiguïté que Xerox était parfaitement au courant que Cerplex était une entreprise au bord de la faillite au moment de notre rachat. En conséquence, les pouvoirs publics pourraient déjà annuler le plan social proposé par Cerplex et obliger Xerox à intervenir directement dans une situation qu'il a lui-même provoquée. A lui de nous indemniser et à lui de reclasser tout le monde.

Un médiateur a aussi été nommé. La première réunion avec le médiateur et l'administrateur judiciaire n'a évidemment rien donné de concret pour nous. L'administrateur nous proposait, en échange du déblocage des produits, de nous payer les heures de grève et la mutuelle pendant six mois pour les licenciés (ce qui fait environ 2000 F par salarié). Il a aussi parlé d'un éventuel reprenneur qui reprendrait peut-être 200 salariés si tout va bien. Bref, rien de sérieux! Alors, la grève a été revotée à l'unanimité des présents, qui étaient nombreux, lundi 13 septembre.

Michelin Cholet - Maine-et-Loire

UN PLAN DE LICENCIEMENTS SCANDALEUX

2 milliards de bénéfices sur 6 mois, 10% d'effectifs en moins en Europe sur 3 ans, (7500 suppressions d'emplois)... A l'usine Michelin de Cholet, l'annonce faite par la direction a été ressentie comme une provocation par une grande partie des travailleurs. Même ceux, plus âgés, qui espèrent partir en préretraite estiment qu'il est scandaleux de faire des milliards de bénéfices et de continuer de licencier. Ces bénéfices s'ajoutent à tous ceux réalisés depuis des années, de l'ordre de 3 milliards annuels. Et depuis des années également, Michelin explique qu'il a des difficultés, qu'il faut faire des sacrifices au nom de l'emploi et d'un avenir meilleur. Michelin en veut toujours plus; c'est le sentiment du plus grand nombre.

Tout le monde a encore en

mémoire que l'année dernière, pendant la grève contre le travail du dimanche, la direction et ses cadres manifestaient au nom de la liberté du travail, pour l'emploi, pour «l'avenir du site et des enfants dans la région».

Aujourd'hui, le travail du dimanche demeure, alterné avec des jours de chômage partiel pour les mêmes personnes. Sur d'autres lignes, les lignes liées au tourisme, la direction pratique du chômage massif; plus de 20 jours sur l'année. En un an, la direction s'est débarrassée de 300 intérimaires sur 400 et les emplois stables ont diminué également.

L'idée qu'il faudrait interdire les licenciements n'a pas encore fait son chemin, mais une fraction des travailleurs pense qu'il faudrait

empêcher les patrons de faire ce qu'ils veulent. Le sentiment général est que le gouvernement ne fera rien, que ses protestations ne sont que de pure forme et qu'il n'y aura aucune mesure contraignante contre les patrons. D'autant que Jospin s'appête à avaliser 20 000 suppressions d'emplois dans l'automobile (3 départs, une embauche). Pour le 21 septembre, la journée d'action appelée par les syndicats sur l'ensemble du groupe sera en principe pour l'emploi, la réduction du temps de travail et les salaires. Est-ce que ce sera une «journée fourre-tout», ou une étape de mobilisation contre les plans de Michelin? Cela peut dépendre de la réaction des travailleurs.

Correspondant LO

L'application de la loi Aubry

Quelques exemples cités dans nos pages «Entreprises» l'illustrent: la première loi Aubry a entraîné pour les travailleurs des conditions de travail qui sont révisées à la baisse, en particulier par l'allongement des journées de travail en échange de quelques jours de congés à des dates choisies par la direction, la création d'équipes aux horaires

démontés, comme à La Poste (et cela, ce n'est pas seulement à Bordeaux mais dans nombre de centres de tri que La Poste voudrait le faire), l'instauration du travail de nuit là où il n'existait pas comme à Citroën Saint-Ouen...

Voilà donc le contenu des accords sur la «RTT» (réduction du temps de travail) signés dans le cadre de la première loi Aubry, une loi présentée en son

temps comme un grand pas en avant pour les travailleurs et «le» moyen de lutter contre le chômage. Rappelons aussi qu'en général ces accords, quand ils ont été signés par au moins un syndicat dit «représentatif», permettent aux patrons de toucher des subventions!

La seconde loi actuellement en discussion est de la même eau. Elle légalise l'aggravation des conditions de vie des travailleurs, ne garantit pas le maintien de leurs salaires, et n'impose aucune embauche au patronat pour toucher les aides de l'Etat.

Et si Seillière, le repré-

sentant du MEDEF, se déclare adversaire de cette loi, c'est parce que le patronat voit bien que le rapport de force est en sa faveur et qu'il voudrait pouvoir faire ce qu'il veut dans les usines, sans aucun cadre législatif du tout!

S. F.

UNE AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE POUR LES TRAVAILLEURS

Dans le champagne

LA COUPE ÉTAIT PLEINE



Manifestation des employés des maisons de Champagne, à Reims, le 10 septembre.

Depuis plusieurs mois, dans le secteur du champagne, un grand nombre de maisons traînaient les pieds pour négocier une réduction du temps de travail. Quelques grandes marques, telles Laurent Perrier, Moët, Taittinger ont bien signé des accords d'entreprise mais cela restait minoritaire, surtout dans les sociétés plus petites.

Le patronat du champagne, représenté par l'Union des maisons de champagne, cherchait en fait dans le cadre d'un accord général, à imposer une modulation des horaires pouvant aller jusqu'à 44 heures en période haute. Et surtout, il voulait que les conditions de rémunération soient différentes entre les contrats à durée indéterminée et ceux à durée déterminée. Ainsi, les travailleurs ayant une ancienneté inférieure à six mois n'auraient pas été payés sur la base de 40 heures, mais sur celle de 37,5 heures.

Un autre sujet inquiétait les travailleurs, les menaces qui planaient sur leur convention collective. À défaut d'un accord avant le 1^{er} janvier 2000, la convention collective du champagne aurait pu être remplacée par celle des vins et spiritueux, de 30 à 40% moins avantageuse, tant en ce qui concerne les salaires que les avantages sociaux. Certes, les maisons de champagne disaient ne pas vouloir remettre en cause la convention, mais comment les croire, elles qui à maintes reprises ont cherché à revenir sur bien des avantages acquis? Au fil des années la situation s'est nettement dégradée dans ce secteur. Les réductions d'effectifs ont été nombreuses. L'emploi de contrats à durée déterminée atteint

dorénavant 30% des effectifs.

La coupe était pleine et a fini par déborder. Jeudi 9 septembre, à trois jours du début des vendanges, 70% des 4 500 salariés du champagne se mettaient en grève à l'appel de la CGT. Le taux des grévistes était encore supérieur dans les grandes maisons comme Pommery ou Piper-Heidsieck. Le lendemain, plusieurs centaines de manifestants se sont retrouvés dans les rues de Reims.

Le samedi 11 septembre, alors que reprenait la négociation, la mobilisation des grévistes était toujours aussi importante, et l'Union des maisons de champagne toujours aussi inquiète de se retrouver paralysée à la veille de l'ouverture des vendanges... dont le cru devrait être exceptionnel, tant en qualité qu'en quantité. D'autant qu'à l'approche de l'an 2000 les prix du champagne s'envolent et rien ne semble devoir arrêter cette tendance.

Finalement, un accord a été signé qui, même s'il ne donne pas entière satisfaction sur tout ce que demandaient les grévistes, garantit le maintien de la convention collective du champagne. Par ailleurs, la modulation des horaires est limitée à 42 heures, la réduction du temps de travail sera payée sur la base de 37,5 heures pour un mois d'ancienneté, de 39 heures pour deux mois d'ancienneté et de 40 heures pour une ancienneté supérieure à six mois. Les travailleurs du champagne ont aussi obtenu 0,2% d'augmentation au 1^{er} janvier 2000 et 0,6% au 1^{er} juillet de la même année, ainsi qu'une prime de 1 500 francs au 1^{er} novembre. Il va falloir maintenir la pression!

Citroën Saint-Ouen - Seine-St-Denis

LA PRODUCTION «SATURÉE», PAS AUTANT QUE NOUS!

L'usine Citroën de Saint-Ouen est une unité d'emboutissage et de fabrication d'outils de presses. Elle produit des pièces pour l'ensemble des usines Peugeot et Citroën, tant en France qu'en Espagne, au Portugal ou en Angleterre. Avec la montée en production des voitures dans le groupe PSA, et surtout depuis le démarrage de la 206, les ateliers de presses et de soudure tournent à plein régime, y compris la nuit. Il y a même des secteurs où le travail en 3x8, y compris pendant les pauses et le samedi en heures supplémentaires, ne suffit pas à assurer la production demandée.

C'est pourquoi la direction est très pressée de mettre en application l'accord «35 heures», notamment pour installer une équipe VSD dans ces secteurs qu'elle dit «saturés». La mise en place de ce VSD va entraîner le décalage des autres équipes, qui devront commencer plus tôt et faire 9 heures de travail certains jours. Un vendredi sur deux ne serait pas travaillé. Mais le samedi de l'autre week-end est déjà prévu pour... les heures supplémentaires, pendant le repos de l'équipe VSD. Le nombre de secteurs où ces horaires seront appliqués peut augmenter par simple information au Comité d'Entreprise. Et avec le lancement d'un nouveau modèle en octobre, c'est l'usine entière qui pourrait être bientôt «saturée». Quant aux ouvriers des Presses, autant dire qu'ils sont déjà, eux, «saturés» depuis longtemps.

Dans les secteurs de professionnels d'outillage, la direction veut passer en équipe 2x8, voire de nuit, les ouvriers qui travaillent encore de journée. Elle se contente pour l'instant de chercher des volontaires. Elle y va doucement: en effet, depuis quelques mois, on assiste à une

vague de démissions de jeunes outilleurs qui préfèrent aller travailler ailleurs pour être mieux payés mais parfois même pas. Parmi les intérimaires présents depuis plusieurs mois, quelques-uns ont été embauchés en CDI. Mais c'est loin de faire le compte. Cela n'enraye même pas la baisse des effectifs sur machines.

Cela dit, avec l'embauche au compte-gouttes de jeunes depuis quelques années, l'effectif s'est rajeuni. L'ambiance change aussi. À trop pousser le bouchon, Citroën est peut-être en train de se préparer à le prendre dans la figure.

Correspondant LO

Plutôt Picassiettes

Pour le lancement de la Xsara «Picasso», on va avoir droit à une prime de 350F. C'est-à-dire environ la moitié de la prime 206 dont on n'avait touché déjà que la moitié.

Mais la direction doit penser que ça ferait beaucoup d'argent en moins sur ses 3,5 milliards de bénéfices. Alors elle y met une condition: il ne faut pas avoir une absence de plus de 4 jours entre le 13 septembre et le 21 novembre pour la toucher. Un tableau compliqué est affiché pour expliquer ça. Si Picasso voyait ce tableau-là, il aurait honte qu'il y ait son nom là-dessus.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën-Saint-Ouen.

La Poste - Paris Clignancourt

GRÈVE CONTRE LE MANQUE DE PERSONNEL



La queue habituelle dans un bureau de poste de la région parisienne

Le 8 septembre, le bureau de poste de Paris-Clignancourt s'est mis en grève pour réclamer des effectifs supplémentaires. Dans ce bureau, comme dans d'autres, le manque d'effectifs est permanent. Alors qu'il devrait y avoir sept guichetiers, dans la pratique il y en a depuis plusieurs mois rarement plus de cinq. Des guichets restent fermés chaque jour. Or dans ce quartier populaire, comprenant une partie de la «Goutte d'Or», il faut souvent aider les gens à remplir les formulaires. Rien d'étonnant du

coup si les queues sont longues. La situation est pénible à la fois pour les guichetiers et pour les usagers.

La direction demande aux guichetiers de changer leurs horaires, de faire des heures supplémentaires, ou leur refuse des congés. Mais ce mercredi 8, les guichetiers se sont retrouvés à trois. La direction n'avait pas remplacé un collègue détaché de longue date pour une visite CHSCT dans un autre bureau ni un second en arrêt maladie. Décision a donc été prise de ne

pas travailler dans ces conditions. Le receveur a proposé un jour de repos compensateur et la possibilité de partir à 18 heures si les guichetiers restaient à leur poste. Il n'en était bien sûr pas question, et le lendemain la grève continuait.

La direction d'arrondissement a alors proposé ce qu'elle appelle des «moyens souples», c'est-à-dire un budget pour payer des heures supplémentaires, mais pas d'effectif en plus. Le mouvement continua donc. Vendredi 10, la direction de Paris Nord, après

avoir reconnu qu'elle avait eu tort de n'avoir pas remplacé le collègue détaché, a royalement informé de l'embauche d'un CDD pour un mois et d'un emploi-jeune.

Devant tant de mépris, la poursuite de la grève a été une nouvelle fois décidée. La direction a essayé d'intimider les grévistes en en «désignant» sept, c'est-à-dire en les réquisitionnant pour «assurer la continuité du service public», mais en vain. Samedi le bureau était complètement fermé et lundi 13 septembre,

sans tenir compte des désignations, les postiers de Paris-Clignancourt continuaient leur mouvement, malgré la nouvelle proposition de la direction : faire venir un postier de la brigade roulante jusqu'à la fin décembre. Chacun sait bien que ce n'est pas cela qui va résoudre le manque d'effectif permanent. Alors, pour l'instant, le compte n'y est pas, et quant au service aux usagers chacun peut voir que c'est La Poste qui le sabote à longueur d'année!

Correspondant L.O.

La Poste - Centre de tri - Bordeaux

LA DIRECTION MET LA PRESSION, LES POSTIERS RÉSISTENT

A la recherche de la rentabilisation, la direction du centre de tri de Bordeaux, où travaillent 600 postiers, tente de faire passer une réorganisation du centre et de modifier des horaires de travail, au détriment des postiers et des usagers. L'accord national de prétendue «réduction du temps de travail» (RTT) signé le 17 juin et l'accord local du 13 juillet font partie de ce dispositif. L'accord local RTT a été rejeté par la grande majorité des postiers - mais signé par les représentants de FO et de la CFDT, sous les huées.

S'il prévoit que des postiers contractuels travaillent désormais à temps plein, après des années de temps partiel et de salaires de misère, il ne comporte aucune création d'emplois. Et il permet à la direction d'en remettre une nouvelle couche sur ses tentatives de remplacer le travail de nuit, actuellement effectué par 2 brigades qui se succèdent 2 nuits sur 4, par une brigade «atypique» qui fait 22 h-6 h, quatre nuits par semaine.

Dès juin, un projet de réorganisation du centre de tri lié à la signature de l'accord «réduction du temps de travail» prévoyait la suppression de six positions de travail dans chaque brigade de nuit, et de deux

dans chaque brigade de jour.

Au centre de tri-Distribution, qui jouxte le centre de tri, le tri du courrier des particuliers de Bordeaux-ville est transféré à la Recette Principale, ce qui suppose la disparition d'au moins 40 emplois en nuit.

Les usagers font aussi les frais de la rentabilisation. Le service du relevage des boîtes à lettres voit les tournées modifiées : certaines boîtes aux lettres, pas assez «productives» selon la direction, ne seront plus relevées qu'une fois par jour ; l'heure du ramassage est avancée à 13 heures pour 44 boîtes à lettres et à 15 heures pour 51, sur un total de 246, alors qu'auparavant la collecte s'échelonnait entre 16 h et 18 h 15. Il s'agit, selon la direction, de «dégager des potentialités pour de nouvelles collectes de sociétés» - charabia qui signifie : mieux servir le ramassage du courrier des entreprises... qui payent.

Ces attaques de la direction se heurtent à une résistance permanente des postiers, appuyés par des militants locaux de la CGT et de SUD. Depuis le début de l'année, succédant à plusieurs grèves en février et avril, des assemblées générales, des «délégations de masse», où les postiers montent prendre à partie la

direction du centre de tri - jusqu'à 140 personnes fin juin -, des grèves de 24 heures, se succèdent, comme dans la nuit du 6 et du 7 mai, contre la réorganisation du centre, les suppressions de postes, le prétendu accord de «réduction du temps de travail» qui se traduit par une dégradation des conditions de travail. Ainsi, pendant la période des congés, prenant prétexte d'une légère modification prévisible des horaires de l'avion postal qui transporte le courrier entre Bordeaux et Paris, la direction a tenté d'avancer les trois quarts d'heure de pause-repas d'une brigade de jour de 18 h 45 à 18 h. Ce que tout un groupe d'agents de la brigade de 15 h-22 h a refusé, montant s'expliquer avec la direction, comme nous le raconte l'un d'entre eux :

«Sous le prétexte d'une nouvelle fourchette horaire transport-avion, qui doit être effective en octobre, la direction a tenté de nous imposer une pause-repas décalée... au 1er août. La direction en fait des kilos pour nous faire avaler qu'il s'agit de l'intérêt général. Mais la brigade de 15 h-22 h, qui n'était pas dans son assiette, ne veut pas pâtir des carences en personnel à la sauce RTT que les «cuisiniers» de la direction nous ont mijotée».

Roche-gude
Romans - Drôme

LE PATRON A DÛ REMBALLER MOMENTANÉMENT SES LICENCIEMENTS

Les usines Roche-gude, qui comptent quatre unités dans la Drôme, en Ardèche et en Haute-Loire et qui travaillent le fil pour le textile, continuent les suppressions d'emplois entamées depuis plusieurs années.

Dans les années 70, il y avait sur l'ensemble des usines un millier de personnes, aujourd'hui à peine 300. Et les deux frères Roche-gude, propriétaires des usines, veulent encore supprimer 30% des effectifs globaux, alors que la productivité a beaucoup augmenté.

Ce dernier plan fut annoncé en juillet, juste avant les vacances : les usines de Saulce, dont le dépôt de bilan avait été repoussé, étaient touchées par 36 licenciements et celle de Romans par 44.

Cette annonce souleva un sentiment d'écœurement dans la région et particulièrement à Romans qui compte déjà, suite à tous les licenciements dans les entreprises de la chaussure, 8000 chômeurs sur 40000 habitants.

Les travailleurs de Saulce bloquèrent la nationale à plusieurs reprises et ceux de Romans se retrouvèrent à 80 le 19 août

devant le tribunal de grande instance où ils avaient entamé une action en référé pour demander l'annulation des suppressions d'emplois.

Le 10 septembre dernier était le jour de la réponse du jugement. Une manifestation était organisée à cette occasion. Les licenciements de Saulce sont repoussés de quelques semaines et un expert-comptable est nommé ; ceux de Romans sont suspendus.

Les patrons de Roche-gude ne sont évidemment pas réjouis du résultat. Mais les travailleurs sont conscients qu'il ne faudra pas en rester là. Car ils s'attendent à voir revenir sous peu leur patron respectif avec, sous prétexte de difficultés de l'entreprise, des propositions du genre : passage aux 35 heures payées 35, suppression des primes et des indemnités kilométriques.

Vu le niveau des salaires, à peu près tous au Smic malgré 30 ou 35 ans d'ancienneté, personne ne voit comment il pourrait vivre avec encore moins. Difficultés pour difficultés, si le patron dit en avoir, les travailleurs aussi. Et ils sont bien déterminés à ne pas accepter ce chantage.

Thomson
CSF-TSI
Toulouse

SILENCE! ON SUPPRIME DES EMPLOIS À CÔTÉ DE CINGEGABELLE

Thomson CSF Service Industries à Toulouse est en train de supprimer plus de 600 emplois. Cela se fait méthodiquement, sans bruit, avec la complicité active de certains responsables de la « majorité plurielle » syndicaux et/ou politiques. C'est qu'ici on est en contrée socialiste et pas très loin de Cingegabelle.

Thomson, comme bien d'autres employeurs, utilise une tactique bien rodée. Au départ, il y a le plan dit social décidé par Thomson pour supprimer 3000 emplois au plan national (4000 dans le monde). Mais ici, on ne parle pas de suppressions d'emplois. L'expression est absente de tous les discours publics. Un vrai miracle linguistique. Ici, on « externalise », un barbarisme qui signifie que l'activité est reprise par d'autres. En fait on partage les effectifs entre des sociétés plus petites, qui, elles, se chargeront des licenciements. Et

ce n'est pas un procès d'intention contre Thomson qui a déjà pratiqué la chose. Thomson a créé ainsi la Thomainfor en vendant une partie de l'activité (et des salariés) à une société qui depuis a déposé le bilan en juin 1997. Au final : 300 travailleurs à la rue, mais ce n'est pas Thomson qui a licencié. Ce fut le même scénario pour le secteur Mécanique de Sartrouville cédé au groupe Ballofet.

Aujourd'hui donc, à Thomson Toulouse, l'ensemble des activités est remodelé. Certaines sont cédées à des repreneurs : reprographie, l'atelier de fabrication des CIU (circuits imprimés usinés), l'instrumentation. D'autres activités sont filialisées, c'est-à-dire restent encore Thomson, dans l'attente ou pas d'un repreneur, comme l'atelier de câblage de 129 personnes qui a déjà déménagé en août. D'autres activités enfin sont reprises avec leurs employés par une entreprise extérieure, comme une partie de la maintenance reprise par la société ISIS-MPP qui a repris 16 personnes, avec un statut inférieur bien sûr. Il reste une partie du personnel (135 personnes) qui reste Thomson (CSF-ISM), et qui a déménagé

dans un autre local. Mais ceux-là aussi sont inquiets, car cette activité peut être ramenée du jour au lendemain en région parisienne. Thomson est une société spécialiste des déménagements longue distance, qui laissent sur le carreau des dizaines de travailleurs qui ne suivent pas. Il reste aussi plus de 100 employés qui ne sont casés nulle part dans le charcutage savant des patrons de Thomson. Ceux-là sont « gérés » par le Geris, l'antenne ANPE de Thomson. Ils sont sans travail et pour eux c'est la crainte immédiate de passer assez vite et directement de l'antenne à l'ANPE. Comme on le voit, Thomson ne licencie pas, Thomson n'a pas les mains sales, Thomson externalise... les licenciements.

Tous ces projets complexes ont bien sûr été soumis au Comité d'Entreprise, les responsables CGT et CFDT allant même jusqu'à signer un accord avec la direction pour ce plan. Et au niveau du dernier Comité Central d'Entreprise, là, par contre, ils ont voté contre ! Allez y comprendre quelque chose !

Toujours est-il que c'est par la presse locale qu'on a appris que les

responsables syndicaux avaient accepté le « démantèlement ». C'était aussi le jour où les mêmes nous appelaient à « nous battre ». Mais contre quoi ? Contre ce qu'ils avaient accepté ? On commençait à comprendre pourquoi les responsables syndicaux nous dissuadaient, à chaque assemblée générale qu'ils convoquaient, d'aller voir Jospin à Cingegabelle. Tout cela finit par démoraliser tout le monde et en particulier les plus combattifs qui avaient déjà eu du mal à accepter la privatisation de Thomson alors que Jospin, élu local, s'était prononcé vivement contre. Après quelques engueulades avec les responsables syndicaux, ils finirent par ne plus rien faire.

La boucle était bouclée. Thomson avait son charcutage sans licencier directement, les responsables syndicaux avaient « lutté », et les travailleurs... l'avaient dans le dos, divisés en plusieurs sociétés, à la merci de nouveaux employeurs et de nouvelles menaces sur l'emploi.

Tout le monde l'a très amère. D'autant qu'à Toulouse comme dans la région, la population comme les militants des autres

entreprises, personne ne sait que Thomson CSF est en train de supprimer des centaines d'emplois. Même l'immense usine qui reste au Mirail après les tripatouillages Thomson garde l'enseigne « Thomson CSF ». En fait, l'usine sera occupée par 400 travailleurs de la région parisienne (Vélizy et Meudon) de Sextant Avionique, une filiale de Thomson qui va déménager ici.

La direction a, semble-t-il, réussi son coup, en tout cas pour le moment. Mais le déménagement de Sextant Avionique n'est pas encore fait, et dans les nouvelles entités regroupant l'ancien personnel de Thomson, les problèmes sont encore à venir, en tout cas, pour ceux qui n'ont pas pris leur compte. Et si les uns et les autres ont réussi à nous diviser, pour l'instant, « il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué », il peut y avoir des réactions contre ce qui va se tramer dans un avenir proche. Souhaitons que ces réactions imposent l'unité de tous, contre Thomson, sa politique et ceux qui l'ont cautionnée.

Correspondant LO

Caisses d'Allocations Familiales de la région parisienne



IL FAUT DE VRAIES EMBAUCHES!

Les Caisses d'Allocation Familiales de la région parisienne continuent à faire parler d'elles. On continue de voir des queues interminables aux guichets. Mais, que ce soit dans la presse ou selon la direction, la responsabilité des retards de paiement incombe toujours au nouveau système informatique « Cristal ». Peu de choses sont dites sur la baisse des effectifs, le traitement automatique des déclarations de revenus de 1998 qui est mal passé et sur les nouveaux dossiers de l'Allocation rentrée scolaire (voir LO n° 1623).

A Paris, la mise en place de Cristal s'est faite dans une situation où le retard était important. Depuis, il ne cesse de s'accroître.

Les sept directeurs départementaux ont donc annoncé une série de mesures contre les retards :

– Un renfort en personnel : 200 techniciens conseils devraient intégrer les CAF. D'où viennent-ils ? Mystère. Un employé ne devient

technicien qu'au bout d'un an de formation.

– Des agents des CAF de province devraient venir renforcer les centres de la région parisienne. Comme si toutes les CAF de province étaient à jour !

– 55 emplois-jeunes, dont 35 embauchés immédiatement, plus quelques CDD seraient recrutés. Pour les 16 CAF de la région parisienne, le renfort est plutôt maigre.

– Les personnes en difficulté pourront recevoir des acomptes, ce qui se fait déjà parcimonieusement.

– Enfin, des nouveaux guichets devraient être ouverts, mais avec quel personnel ? Là aussi, silence.

A Paris, la CAF va embaucher 23 emplois-jeunes en CDI qui pourront, au fur et à mesure des postes vacants, devenir techniciens. Elle a débloqué 1 500 heures supplémentaires. A l'heure où l'on parle des 35 heures, cela fait sourire.

La direction continue à faire pression pour augmenter le rendement, notamment sur les guichets. Elle voudrait que cinq minutes suffisent pour renseigner les allocataires. Pourtant, alors qu'ils attendent souvent depuis plusieurs

heures, la moindre des choses est que l'on écoute toutes les réclamations, même si cela prend un peu de temps.

L'organigramme 2000, qui indique les effectifs pour l'ensemble de la CAF Paris, vient de paraître. Il y a un maintien des postes, mais les emplois-jeunes n'y figurent pas, même s'ils sont embauchés en CDI. Avec un tel sous-effectif, la CAF continuera à embaucher au coup par coup des contrats précaires, à faire appel aux heures supplémentaires et à nous mettre la pression pour qu'on accroisse notre rendement.

Dans *Le Parisien* du 30 août, le directeur de la CAF de Melun (Seine-et-Marne) déclarait : « Si l'on embauche quelqu'un cela nous engage pour 30 ans. Il nous faudrait des moyens pour ça ». Eh oui, le gouvernement a de l'argent pour arroser les patrons en les priant de créer des emplois. Mais là où il pourrait le faire directement, pour des emplois utiles à la population, il refuse. Jusqu'au moment où les employés et les allocataires en colère le lui imposent !

Correspondant LO

La CAF Laumière le mardi 17 août à midi. La salle d'attente est comble et la queue déborde dans la rue!

Hôpitaux
de Marseille

LE PERSONNEL DES URGENCES CONTINUE LA GRÈVE ET S'ADRESSE AUX AUTRES SERVICES

Mardi 14 septembre, la grève continuait dans les services d'urgence des hôpitaux de l'AP à Marseille, c'est-à-dire à l'Hôpital Nord, La Conception, Sainte-Marguerite, ainsi qu'aux urgences de l'hôpital de La Timone.

Tout le monde étant réquisitionné, les services assurent les soins pour les cas les plus urgents.

Face à la gravité de la situation pour tous ceux qui travaillent aux urgences, le maire, président de l'AP, et la direction générale n'ont proposé que des leurres.

Jeudi 9 septembre, les antennes policières des services d'urgence rouvraient et deux policiers étaient donc arrivés dans chaque hôpital, dûment filmés par les caméras de télévision et présentés aux informations du soir comme les sauveurs de la situation. Mais le personnel, lui, jugeait qu'on était loin de ses exigences.

Vendredi 10, une manifestation a eu lieu devant la direction de l'AP. Les deux cents personnes rassemblées finirent par obtenir de rencontrer le directeur dans un amphithéâtre de La Conception. Des représentants des syndicats CGT, CFDT, FO, Sud-CRC, prirent la parole.

Les syndicalistes comme les infirmières, aides-soignants, ASH (aides-soignants hospitaliers) ou brancardiers dirent clairement qu'il n'était plus question d'être insulté, mordu ou frappé à son travail. Ils ne veulent plus avoir à s'occuper, seul ou à deux, d'alcooliques et de toxicomanes en manque, ou de malades choqués et de leurs familles, menés au bout de l'énerverment par des attentes de plusieurs heures.

Le problème est de pouvoir soigner tout le monde correctement, et pour cela il faut des soignants, des



ASH, des assistantes sociales, des brancardiers, des agents administratifs et des médecins qualifiés en nombre suffisant. Et non des policiers! Encore moins un maître-chien comme cela se fait pour l'instant. Les policiers peuvent être dissuasifs, encore faudrait-il une présence 24 heures sur 24, mais ce n'est pas eux qui soignent. Comme l'a dit un syndicaliste: «S'il n'y a que des policiers, l'agressivité va augmenter, il faudra plus de policiers et cela finira par ne plus être un hôpital, mais une gendarmerie!»

Il n'était pas question non plus de «redéployer», c'est-à-dire de prélever du personnel ailleurs, car tous les services marchent sur la corde raide, manquant tous de personnel.

En réponse, le directeur général se lançait dans un long discours à la limite de l'inaudible: la tâche de directeur aussi était très dure. Astreint à des horaires éprouvants, il avait à abattre des tâches administratives accablantes. Il ne pou-

vait, dit-il, que gérer un budget qui lui était donné, et il n'avait pas le cœur de choisir de payer du personnel plutôt que d'acheter du matériel. Avait-on le droit de priver les patients d'un défibrillateur - très coûteux - pour embaucher quelqu'un de plus? Il fallait que chacun fasse un effort - comme lui - pour se débrouiller à soigner tout le monde avec l'enveloppe qu'on lui donnait. Mais il était prêt à être un porte-parole consciencieux du personnel. Il fallait préparer des dossiers bien ficelés qu'il pourrait proposer, non sans difficultés puisque la région était déjà considérée comme sur-dotée par le ministère.

Les propositions restaient en l'état. Deux policiers par service de 13 h à 1 h du matin, des propositions de prendre du personnel dans d'autres services, la fermeture de huit lits sur les quinze des urgences de l'Hôpital Nord, l'envoi éventuel des alcooliques et toxicomanes sur les commissariats où un médecin,

venu d'on ne sait où, pourrait faire le tri de ceux qui nécessitaient des soins, et enfin 3,5 postes de médecins supplémentaires pour les quatre hôpitaux.

Comme le firent remarquer ses auditeurs, de plus en plus impatients, reste à espérer que les médecins travaillent 24 heures sur 24, et 7 jours sur 7, que les alcooliques n'aient pas besoin de soins vraiment urgents! Prendre du personnel dans d'autres services était exclu. Quant aux dossiers, se pouvait-il qu'un si grand travailleur ne les ait pas enco-

re présentés au ministère, depuis 9 mois que le problème lui avait été posé! Sur le projet éventuel de la fermeture pure et simple de l'hôpital de Sainte-Marguerite, il s'obstinait à ne rien répondre.

Quand on lui reposa la question «Où ou non, prévoyait-il des effectifs supplémentaires?», il entreprit une histoire des hôpitaux de Marseille depuis trente ans. Un brancardier exprima la colère de tous et tous quittèrent la salle. La grève continuait.

Mardi 14 septembre, une manifestation se déroulait devant le siège de l'Agence Régionale d'Hospitalisation. Une délégation formée de représentants CGT, CFDT, FO, Coordination des infirmières, etc. y était reçue. Les quelque 150 blouses blanches, bleues ou roses qui attendaient dehors occupèrent les deux heures d'attente en slogans et en musique: «Embauchez! A l'extérieur il y a des chômeurs, à l'intérieur, il y a du travail! Il faut du personnel pour soigner les malades!»

Enfin de retour, la délégation annonçait que rien de nouveau n'avait été proposé.

La grève continue donc et une assemblée générale est prévue sur chaque hôpital, à laquelle sera convié le personnel des autres services. Après tout ces problèmes sont ceux de tous, et il vaut mieux être des milliers pour obtenir les moyens de soigner correctement tous les malades.

Cartonnerie Allard
Compiègne (Oise)

ÇA VA FINIR PAR CARTONNER!

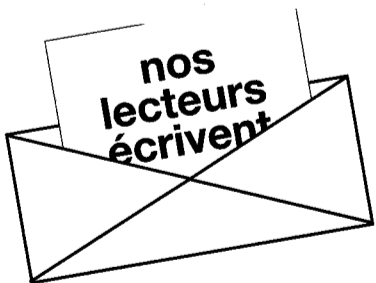
A l'usine de Compiègne de la cartonnerie Allard, qui compte près de 150 salariés sur les 500 de cette PME, le patron a imposé des heures supplémentaires systématiquement durant toute la période d'été où une des deux équipes était en vacances: certains ouvriers ont ainsi fait des journées de 11 heures!

Allard fournit toutes sortes de cartons d'emballage pour les entreprises environnantes. Sous prétexte du nouveau contrat décroché avec l'usine Colgate qui se trouve à côté, il fallait travailler de 4 heures à 14 heures, sauf le lundi (5 heures à 14 heures) et le vendredi (4 heures à 13 heures), au lieu des 5 heures à 13 heures habituelles. Le patron a même demandé si il n'y avait pas des gens pour travailler après

14 heures, à cause du «retard de production». Il y a même eu une semaine, toujours durant la période où une partie des travailleurs de l'usine était en vacances, où la direction a fait appel à des salariés en congé!

Elle propose maintenant de passer en 3 fois 8 au lieu des 2 fois 8 actuels et de créer une équipe de week-end, en 2 fois 12. Comme dans toutes les entreprises, Allard -une moyenne entreprise qui annonce pourtant un bénéfice net d'environ 30 millions de francs- refuse d'embaucher de nouveaux travailleurs et préfère pressurer ceux qui sont déjà embauchés, pour faire encore plus de profits.

Gros ou moyens, tous ces patrons ont les mêmes recettes contre les travailleurs.



HÔPITAL PITIÉ!

Infirmière depuis plusieurs années aux urgences d'un grand hôpital parisien, je constate une dérive flagrante du service soignant « public » qui ne cesse de s'aggraver.

Par exemple, faute de médecins spécialisés compétents, l'hôpital en recrute dans le secteur privé.

Lorsque les services spécialisés concernés n'ont plus de places disponibles - et avec les restrictions budgétaires des différents gouvernements cela arrive de plus en plus souvent - pour hospitaliser les

patients nécessitant une intervention chirurgicale, ces médecins privés donnent volontiers les coordonnées de leur clinique, dans laquelle, bien souvent, l'opération peut se faire dans la journée. Une seule condition est demandée au malade, et elle est de taille: celle de pouvoir justifier d'une couverture sociale avant l'opération... Sinon, les patients doivent se débrouiller eux-mêmes pour trouver un hôpital public pouvant les recevoir.

Et quand il faut une ambulance pour le transfert à la clinique,

c'est à la charge du patient.

Là encore, seuls ceux qui ont Sécurité sociale et mutuelle peuvent se le permettre. Et tant pis pour les autres, et ils sont de plus en plus nombreux, qui n'ont ni l'une ni l'autre. C'est le cas d'un grand nombre de personnes sans domicile, et ne parlons pas des immigrés sans papiers.

Comme si, lorsqu'on se blesse ou qu'on se fracture un os, on se renseignait au préalable sur les places disponibles à l'hôpital.

Une fidèle lectrice

Épidémie de sida

L'AFRIQUE MALADE DU PROFIT

Un bilan catastrophique : voilà ce qui ressort de la onzième conférence internationale sur le sida et les maladies sexuellement transmissibles qui vient de se tenir en Afrique, du 12 au 16 septembre dernier. Tandis que l'épidémie apparaît désormais relativement contrôlée dans les pays riches, la situation ne cesse de se dégrader sur ce continent. 34 millions de personnes y seraient infectées depuis l'apparition du virus il y a quinze ans. 11,5 millions de personnes sont décédées, dont deux millions rien que pour l'année écoulée. Dans quatre pays d'Afrique australe (Botswana, Namibie, Swaziland et Zimbabwe), 20 % de la population adulte est contaminée.

Le représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en charge de l'Afrique estime cette maladie plus dévastatrice que les conflits armés de la région. Il compare ses effets à ceux de la traite des Noirs qui avait décimé les populations africaines à l'aube du capitalisme.

Comme pour indiquer le désintérêt des grandes puissances pour ce fléau, quasiment

aucun représentant des gouvernements des Etats les plus riches n'était présent. Une vague sous-secrétaire d'Etat finlandaise représentait l'Union européenne. Et les commentateurs préfèrent s'en prendre aux chefs d'Etat africains pas plus responsables pourtant que les dirigeants des pays riches, et surtout bien plus privés de moyens d'agir.

En décembre 1997, avait bien été lancée l'idée d'un fonds de solidarité thérapeutique international, qui avait donné l'occasion à Chirac et Kouchner de bomber le torse devant les journalistes. Ce fonds n'a guère fait recette. Deux Etats seulement y ont versé quelques fonds (France et Corée du Sud) et il ne sert qu'au Maroc et à la Côte d'Ivoire, ce qui est très insuffisant.

Résultat : l'épidémie s'étend à grande vitesse dans les pays les plus sous-développés de la planète. 95 % des décès pour cause de sida ont lieu dans ces pays pauvres, dont 70 % rien que pour l'Afrique et 83 % pour la seule Afrique sub-saharienne désormais au centre de l'épidémie, une région où 87 % des malades n'ont même pas conscience d'être contaminés.

A titre d'exemple, au niveau de la simple prévention, dans les pays de l'Afrique francophone, les publications médicales internationales ne sont pas traduites et encore moins vulgarisées.

Les médecins spécialistes ne peuvent que constater un « manque de volonté politique et économique » : en effet, aucun relais n'est venu des organismes internationaux et des trusts pharmaceutiques. Malheureusement si des médecins se disent « effarés », cet abandon de l'Afrique est dans la logique d'une société où le profit domine et où finalement seule compte la demande solvable. N'a-t-on pas appris il y a quelques semaines que pour la maladie du sommeil, pour laquelle



La misère en Afrique : des habitants de la banlieue d'Abidjan tirent ce qu'ils peuvent d'une décharge d'ordures. Et pourtant la Côte d'Ivoire n'est pas considérée comme le plus misérable des pays africains, et ne subit pas de guerre...

AFP

il existe un traitement efficace, un trust riche comme HMR (Hoechst-Marion-Roussel) s'est débarrassé de sa fabrication sur le dos de l'OMS parce 150 000 personnes qui en meurent chaque année ne méritent pas, selon les dirigeants de ce trust, qu'il en poursuive la production, et en se moquant bien que l'OMS n'arrive pas à assurer désormais sa fabrication.

Cette planète regorge de

richesses, de moyens. Des progrès immenses ont été faits dans le domaine de la santé, mais le système économique aberrant qui continue de régner constitue le pire des virus. Il ronge tous les pores de cette société et fait planer sur la communauté humaine des menaces monstrueuses. Il devient urgent de l'éradiquer.

Jacques FONTENOY

Solidarité avec Mumia Abu-Jamal

La solidarité avec Mumia Abu-Jamal ne doit pas faiblir, bien au contraire, car il peut être exécuté à tout moment en vertu de la nouvelle loi Clinton « pour une peine de mort effective ».

Voilà plus de quatre ans maintenant que Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort pour le meurtre d'un policier dont il est innocent. Mumia, ancien membre des Panthères noires, dénonçait en tant que journaliste les exactions et la corruption de la police de

Article paru début septembre dans *The Spark* N° 615 :

MUMIA ABU-JAMAL : ENCORE UN MENSONGE DE DENONCÉ

La dernière attaque en date contre Mumia Abu-Jamal s'est révélée aussi mensongère que toutes les précédentes.

Le magazine *Vanity Fair* a publié, dans son numéro d'août, un article signé Philip Bloch, un ex-membre de l'association « Pennsylvania Prison Society » et soi-disant ex-supporter de Mumia. Selon cet article, alors que

Philadelphie ainsi que le racisme institutionnel. Cela explique l'acharnement des policiers et des juges de Philadelphie à le condamner sans preuves, ou plus exactement avec des preuves falsifiées, des témoins subornés, etc. Mumia se bat toujours aujourd'hui pour obtenir

Bloch visitait la prison en tant que représentant de l'association, en 1992, Abu-Jamal lui aurait avoué le meurtre de l'agent de police de Philadelphie, Daniel Faulkner. Depuis, cette histoire a fait la Une des principaux journaux du pays.

Pourtant ce que Bloch lui-même a relaté n'était en rien une confession d'Abu-Jamal ; il s'agissait bien plutôt de ses propres affirmations.

D'ailleurs, il est intéressant de savoir que Bloch a été exclu de l'association qui s'occupait des prisonniers précisément pour ce type de comportement. Qui plus est, il

la révision de son procès, révision qui lui a été refusée jusqu'ici en dépit de toutes les preuves qu'il a pu réunir.

Les médias également se sont acharnés contre lui et continuent encore de le faire, comme l'illustre l'article ci-dessous, traduit du journal

s'avéra qu'il en avait été expulsé presque un an AVANT cette prétendue confession ! Les archives de l'association montrent clairement que Bloch ne pouvait pas avoir rendu visite à Mumia à l'époque où il prétend avoir recueilli ses aveux. Et pour couronner le tout, Mumia Abu-Jamal a retrouvé dans sa correspondance privée une lettre de Bloch qu'il a rendue publique, écrite plusieurs mois APRES la prétendue confession. Bloch écrivait : « Ainsi... il est possible d'obtenir justice d'un jury - pas toujours - mais quelques fois. Alors quand vous obtiendrez un nouveau pro-

trotskiste américain *The Spark*, qui décrit une nouvelle tentative, grossière, de discréditer Abu-Jamal dans l'opinion. Car c'est bien la mobilisation de l'opinion publique en faveur de Mumia qui a jusqu'à présent empêché son exécution. Il faut maintenir cette pression

et la renforcer le plus possible jusqu'à obtenir la libération de Mumia.

C'est pourquoi nous appelons nos lecteurs, nos militants, à participer nombreux à la manifestation organisée à Paris par le Comité de soutien international à Mumia Abu-Jamal et aux prisonniers politiques aux Etats-Unis et qui partira :

SAMEDI 25 SEPTEMBRE À 14 HEURES MÉTRO : RICHELIEU-DROUOT

et la renforcer le plus possible jusqu'à obtenir la libération de Mumia.

C'est pourquoi nous appelons nos lecteurs, nos militants, à participer nombreux à la manifestation organisée à Paris par le Comité de soutien international à Mumia Abu-Jamal et aux prisonniers politiques aux Etats-Unis et qui partira :

SAMEDI 25 SEPTEMBRE À 14 HEURES MÉTRO : RICHELIEU-DROUOT

continuent à réclamer la mort de Mumia.

D'ores et déjà, Mumia Abu-Jamal a été accusé et condamné par les médias, ce qui révèle une campagne concertée de la part de la bourgeoisie qui possède les médias ou les a à son service. Au départ, Mumia a été inculpé à cause de ses opinions politiques. Aujourd'hui, il est maintenu en prison, condamné à mort pour les mêmes raisons.

Mumia Abu-Jamal doit être défendu. On ne peut pas laisser ce prisonnier politique devenir le prochain martyr politique.